

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **799** (3193)
du 14 au 20 mars 2024
2 euros
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

4 889
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(Formulaire page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

POI

PAR MILLIONS, TRAVAILLEURS, SYNDICALISTES, LE PAPE, L'ONU,
ARTISTES, INTELLECTUELS, DANS LE MONDE, MÊME À TEL-AVIV,
JUIFS ET ARABES DISENT

Arrêtez cet horrible massacre ! Cessez-le-feu !

BIDEN, MACRON, L'UE, LES GRANDES CAPITALS ARABES,
ET D'AUTRES SILENCIEUX, DISENT À NETANYAHOU
ET SES TUEURS : « **CONTINUEZ !** »

Des dizaines de milliers de manifestants à Paris, le 9 mars.

■ UKRAINE

**Poutine, Zelensky, c'est en toute connaissance
de cause que vous envoyez vos peuples
à la boucherie de la guerre !**

Page 2-3

A Kharkiv en Ukraine, le 11 mars

POI
PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT

**Assemblée
du 5 mai
à 13 heures**

Espace Charenton, Paris XII^e



Débat à l'Assemblée nationale, sur l'accord Macron-Zelensky préparant l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et l'Otan, le 12 mars.



Biden et Macron lors d'un sommet extraordinaire de l'Otan, en 2022.



Lors de la manifestation de soutien au peuple palestinien, à Paris le 9 mars 2024.



Une du journal Les Echos, vendredi 8 et samedi 9 mars.

Chronique politique

« La réalité n'est pas contournable. Pour personne. »

Pierre Valdemienne

Après avoir reçu en grande pompe à l'Élysée le président ukrainien à la mi-février pour lui réaffirmer son « soutien indéfectible », le chef de l'Etat a réuni les chefs de partis politiques, jeudi 7 mars, pour leur déclarer que l'aide à l'Ukraine n'a désormais « aucune limite ».

Fabien Roussel, secrétaire général du Parti communiste français (PCF), a même lâché cette information à l'issue de la rencontre : « Le président (...) nous a appris que la Russie aujourd'hui demandait un cessez-le-feu (...). Et le président dit : nous ne pouvons pas accéder à la demande de la Russie. »

Dans son discours sur l'état de l'Union, le même jour, Joe Biden a déclaré face au Congrès américain : « Nous devons tenir tête à Poutine. (...) L'histoire nous regarde. Si les Etats-Unis se retirent maintenant, cela mettra l'Ukraine en danger. L'Europe en danger. Le monde libre en danger (...). »

LES ETATS-UNIS DONNENT LE TON, LA FRANCE S'EXÉCUTE

Les Etats-Unis donnent le ton, la France s'exécute : et chaque jour qui passe voit le risque grandir que l'engrenage guerrier emmène à la catastrophe. Au point que même le pape François monte au créneau et déclare la semaine dernière, à l'encontre de l'Ukraine, qu'il faut avoir le « courage de hisser le drapeau blanc » et qu'il faut « négocier ». Pour le pape François,

cette négociation doit éviter le « suicide du pays ». Difficile de lui donner tort... En tout cas, une chose est sûre : la guerre, la marche à la guerre font le plus grand bonheur de l'industrie d'armement. Le journal patronal *Les Echos* (12 mars) indique que la France est devenue « le deuxième exportateur mondial d'armes », prenant la place de la Russie au classement des plus gros vendeurs d'armes au monde, selon le dernier rapport du Sipri (1). « Les importations d'armes en Europe ont quasiment doublé et loin de l'autonomie stratégique, la dépendance américaine atteint un sommet. » En effet, 55 % des importations d'armes par les pays européens proviennent sur la période 2019-2023 des Etats-Unis (contre 35 % en 2014-2018).

« Les importations d'armes en Europe ont quasiment doublé et loin de l'autonomie stratégique, la dépendance américaine atteint un sommet. »

Sans surprise, les Etats-Unis sont le premier exportateur d'armes au monde avec des livraisons vers 107 pays en 2019-2023, « soit plus qu'au cours de n'importe quelle autre période quinquennale précédente et bien plus que tout autre exportateur d'armes », a analysé le Sipri. « Les Etats-Unis ont accru leur rôle de fournisseur mondial d'armes en exportant plus d'armes vers plus de pays qu'ils ne l'ont jamais fait par le passé », a souligné Mathew George, directeur du programme Transferts d'armes du Sipri.

LES BOURSES MONDIALES ATTEignent DES SOMMETS...

Et il n'y a pas que l'industrie d'armement qui tire profit de la situation : les bourses mondiales ont explosé durant les dernières semaines (cf. ci-contre).

« Vendredi 16 février en Europe, les marchés ont tous terminé à des plus hauts. À Paris, le CAC 40 a franchi la barre des 7 700 points, du jamais vu. Aux Etats-Unis, idem pour la Bourse de New York. » (Franceinfo.fr).

... BRUNO LE MAIRE ANNONCE 20 MILLIARDS DE COUPES SUPPLÉMENTAIRES

Au même moment, et après avoir déjà annoncé en février 10 milliards de coupes budgétaires pour 2024, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a présenté 20 milliards d'économies supplémentaires en 2025 devant les parlementaires la semaine dernière. La Cour des comptes en réclame 60 d'ici à 2027.

REJET

C'est cette politique que les travailleurs de ce pays rejettent massivement : en quelques semaines, il y a eu les blocages routiers des agriculteurs et le face-à-face avec Macron au Salon de l'agriculture pour exiger des prix garantis par l'Etat et la fin des accords de libre-échange ; il y a eu la grève des contrôleurs SNCF avec leurs collectifs sur les conditions de travail ; il y a en ce moment même la grève des enseignants soutenus par les parents, en Seine-Saint-Denis ainsi que dans d'autres départements, pour des moyens. Il y a, depuis maintenant cinq mois, les manifestations toutes les semaines ou presque pour exiger l'arrêt des massacres en Palestine, l'arrêt des bombardements, le cessez-le-feu immédiat : samedi 9 mars dernier, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé malgré la pluie dans les rues de Paris. Il s'agit là probablement de la manifestation parisienne la plus nombreuse depuis le début des bombardements.

LFI INITIE, SOUTIENT ET SE RANGE DU CÔTÉ DE TOUS CES COMBATS

La France insoumise (LFI) comme à chaque fois initie, soutient et se range du côté de tous ces combats avec leurs prolongements parfois bien délicats dans l'Assemblée nationale. Ils sont de ce fait la cible privilégiée de tous les défenseurs de l'ordre et de leurs petits marquis.

Particulièrement ignoble est l'accusation d'antisémitisme de la part de tous les soutiens de Macron et de Netanyahu, qui massacre sans relâche et qui doit maintenant faire face au rejet grandissant, y compris à Tel-Aviv et Jérusalem.

Olivier Faure voudrait transformer les militants du Parti socialiste en simples suppléants de M. Glucksmann qui répond sans état d'âme aux demandes de M. Macron. Assumant sa rupture avec la Nupes qui l'avait pourtant sauvé du naufrage, il cherche désespérément à sauvegar-

55 % des importations d'armes par les pays européens proviennent, sur la période 2019-2023, des Etats-Unis (contre 35 % en 2014-2018).

der quelques sièges au Parlement européen pour se maintenir à flot. Fabien Roussel, à coups de contorsions absurdes, de clins d'œil contre nature et de prises de position ahurissantes qui n'ont plus rien à voir même de très très loin avec le nom de son parti, confirme que son seul objectif, déjà expérimenté, est de faire chuter LFI et Jean-Luc Mélenchon.

Notons que, dans cette entreprise, certes avec des prétextes divers et variés, il n'est pas le seul... ce qui n'excuse rien. Pour ces deux-là, semer le doute et la confusion, en dehors de toute réalité, leur vaut « considération » et « brevet de respectabilité » des forces adverses. Il n'est pas

certain, loin s'en faut, que les militants, les travailleurs et les électeurs s'en accommodent. La réalité n'est pas contournable. Pour personne. ■

(1) Stockholm International Peace Research Institute.

Vote à l'Assemblée nationale sur la guerre en Ukraine

Ce 12 mars au soir, à l'Assemblée nationale, lors du vote consultatif sur l'accord Macron-Zelensky préparant l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan et à l'Union européenne, et accordant cette année 3 milliards d'euros supplémentaires pour l'armement du régime de Zelensky, les suffrages se sont répartis ainsi :

– Les députés macronistes (Renaissance, Modem, Horizons), les centristes du groupe Liot, tous les députés du PS, les députés LR (49 sur 62), les députés EELV (sauf un) ont voté pour.
– Tous les députés du RN et 11 députés LR se sont abstenus.
– Tous les députés LFI et les députés du PC ont voté contre. ■

L'Otan et la marche au chaos

Ce mardi 12 mars, Macron a demandé à l'Assemblée nationale d'approuver l'accord militaire qu'il a signé avec Zelensky le 16 février. Cet accord ajoute 3 milliards d'euros d'aide militaire à Zelensky. Mais pas seulement : le même accord affirme que « la future adhésion de l'Ukraine à l'Otan constitue une contribution utile à la paix et à la stabilité en Europe ».

Bruno Ricque

L'éditorialiste de *La Tribune du Dimanche* commente : « A trois mois du scrutin (européen), Emmanuel Macron a décidé de jouer la carte ukrainienne à fond pour limiter la casse... ». Raphaël Glucksmann est la tête de liste du PS aux élections européennes. Va-t-en guerre patenté, il se situe, sans surprise, sur le même créneau : « Si l'Ukraine le désire, elle doit pouvoir à terme devenir membre de l'Otan ». Rappelons quelques faits : – En 1989, seize pays étaient dans cette coalition militaire sous direction des USA. Après la chute du mur les USA avaient promis à Gorbatchev,



Une photo de famille lors de la déclaration du G7 sur le soutien conjoint à l'Ukraine à Vilnius, le 12 juillet 2023.

que l'Otan n'avancerait pas ses positions et ses bases vers la Russie. – Aujourd'hui trente-deux pays sont devenus membres de l'Otan, dont la quasi-totalité des anciens pays de l'Est, voisins de la Russie. – Donc les bases de l'Otan entourent et ceignent la Russie fournissant en tant que de besoin les meilleurs prétextes à Poutine, chef des oligarques russes. Si la Russie implantait des bases militaires au Mexique et au Canada, aux frontières des USA, qui prétendrait que c'est une contribution à la paix ?

L'OTAN UTILE POUR LA PAIX ?

L'Otan a contribué militairement au dépeçage de l'ex-Yougoslavie en bombardant la population serbe, en implantant des bases militaires dans tous les pays des Balkans. L'avancée des troupes de l'Otan se traduit par plus de tensions et de guerres y compris entre les membres de l'Otan comme la Grèce et la Turquie. Rappelons un autre fait : le 26 septembre 2022 les gazoducs Nord Stream 1 et 2 qui acheminent le gaz russe vers l'Allemagne sont détruits par explosion. L'enquête minutieuse

de la presse allemande établira que l'opération a été montée par les services secrets ukrainiens. Un dynamitage pour la paix ? L'impérialisme US a ensuite imposé à l'Allemagne et à toute l'Europe l'achat de son gaz de schiste, trois fois plus cher. L'Allemagne est le 3^e pays contributeur de l'Otan. Cet épisode le confirme, l'Otan est d'abord le bras armé des intérêts des multinationales américaines pour la captation des marchés au détriment des oligarques et d'autres multinationales. L'Otan est au service de cette guerre économique. La guerre en Ukraine a une très forte odeur de pétrole et de gaz. Ce que convoitent les USA c'est le contrôle des énormes ressources pétrolières et gazières aujourd'hui sous la coupe de Poutine. Comment peut-on, comme les centrales syndicales, condamner à juste titre les menées de Poutine, et se taire totalement sur l'Otan ? Comment peut-on, comme le NPA parler de résistance pour désigner Zelensky soutenu par l'Otan ? Ni Poutine ni l'Otan, pas un euro, pas un homme pour la guerre en Ukraine. Assez de cette boucherie impérialiste. Cessez-le-feu ! Pas question de se ran-

L'UE prévoit 100 milliards d'euros pour la guerre

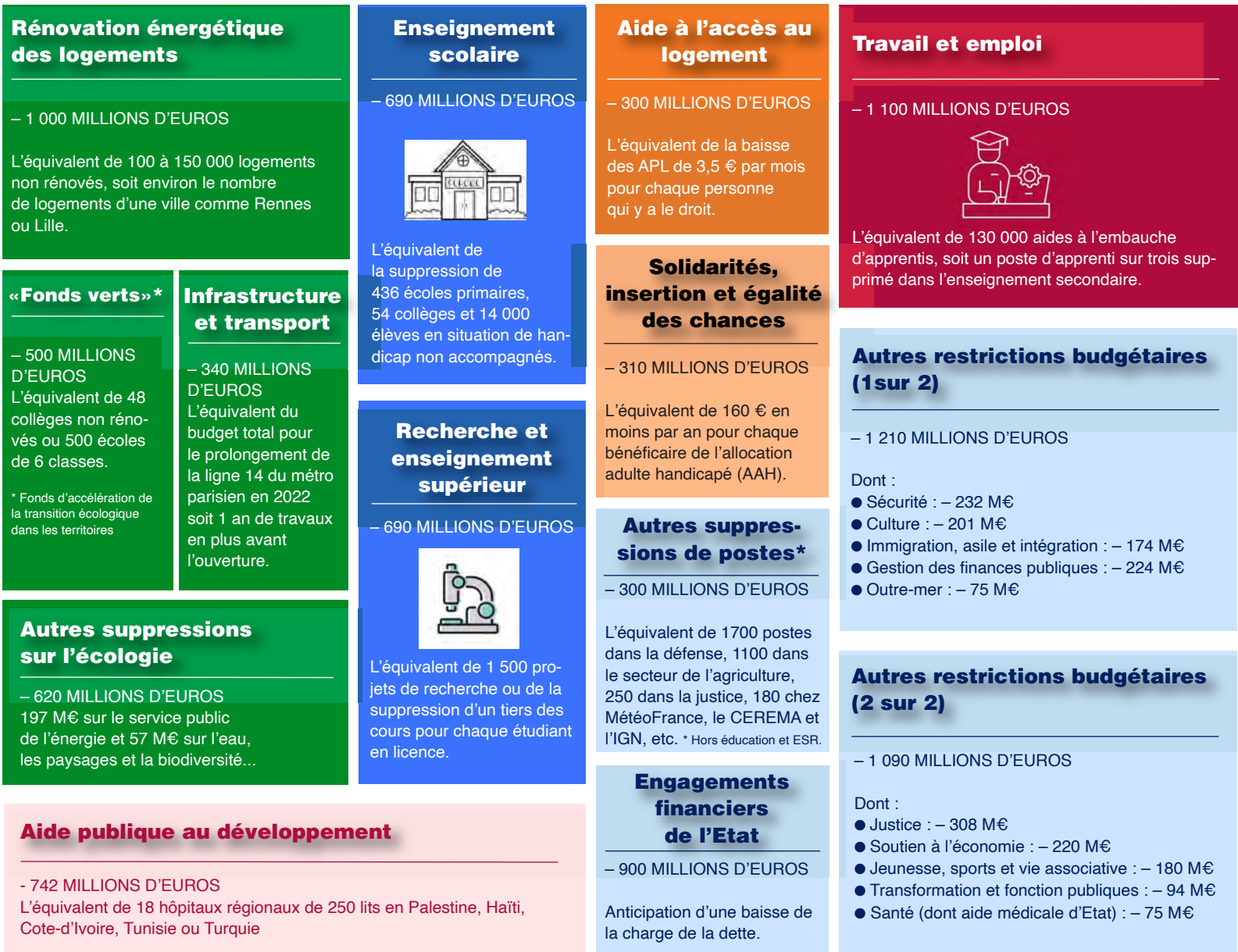
Selon *Le Figaro* du 5 mars : la Commission européenne a proposé, mardi 5 mars, de renforcer drastiquement l'industrie de défense de l'UE... « *Le véritable financement viendra des Etats membres* » a encore expliqué la commissaire à la Concurrence (M^{me} Vestager). Les pays de l'UE ont dépensé 58 milliards d'euros l'an dernier pour acquérir des armes. Le commissaire (européen au Marché intérieur) Breton a de son côté évoqué un budget de quelque 100 milliards d'euros sur plusieurs années pour permettre aux Européens de développer leur industrie de défense... et renforcer l'aide à l'Ukraine... Le va-t-en guerre Glucksmann doit s'en réjouir. ■

ger derrière Macron pour toujours plus de jeunes ukrainiens ou russes envoyés à la mort. ■

3 milliards en plus pour le régime de Zelensky et au même moment...

10 milliards d'euros en moins sur les services publics

Ordres de grandeur des conséquences sur la population



153 milliards de profits pour le CAC 40

« Journée historique » selon *Le Figaro*, « millésime » d'après *Le Monde* : le 7 mars 2024 l'indice boursier CAC 40 a réalisé un record, dépassant les 8 000 points. « En à peine quatre ans, le CAC 40 a plus que doublé », clament *Les Echos*. La guerre et la crise économique ne sont pas des freins aux profits du capital, bien au contraire. Un « expert » le dit dans *Le Monde* : « Il aura fallu aux entreprises du CAC 40, plus de dix ans après la crise financière de 2008, pour franchir la barre des 100 milliards d'euros par an. La crise due au Covid leur a permis de crever ce plafond de verre. Et depuis, elles parviennent à maintenir des niveaux de profits élevés. » Les dividendes (et rachats d'actions) versés aux actionnaires ont quant à eux doublé par rapport à leur niveau avant Covid pour atteindre les presque 100 milliards l'an dernier (soit 17 milliards de plus que l'année précédente), pour 153 milliards de profits réalisés. ■

Reproduction du visuel de l'association Nos services publics

Et pour 2025, 20 milliards de coupe en plus... (lire page 4)

20 milliards de coupes supplémentaires l'an prochain



Une visite médicale, en Corse, le 16 mai 2023.

Ce n'est pas douze mais bien vingt milliards d'économies que le gouvernement veut imposer, en 2025, sur ses dépenses et sur la Sécurité sociale, cette dernière étant particulièrement visée.

Pourtant, d'après le Haut Conseil du financement de la protection sociale (16 janvier 2024), « le redressement des comptes s'est bien poursuivi en 2023 ». L'année 2023 a même vu, d'après ce Haut Conseil, « une poursuite de l'amélioration des comptes sociaux ». « Pour l'assurance chômage, le solde est redevenu excédentaire ». Et cela, malgré une aggravation de 20 milliards des pertes dues aux exonérations de cotisations de 20 milliards ! Comme par hasard ! On sait à quoi est due cette amélioration des comptes ! Le démantèlement de l'assurance chômage, l'étranglement des hôpitaux, la stagnation des retraites alors que l'inflation continue, etc.

PAYER POUR LA GUERRE

Et pourtant, c'est quand les comptes s'améliorent que le gouvernement annonce des mesures drastiques ! Preuve que son plan n'a rien à voir avec la situation financière de la Sécu ! Mais, par contre, tout à voir avec la marche à la guerre qui s'accélère. Et comme à chaque fois, c'est sur le peuple que les milliards nécessaires pour les armes, les troupes et l'arsenal guerrier sont prélevés. C'est-à-dire, soyons clairs, sur les services publics déjà exsangues et sur la Sécurité sociale déjà saignée en 2023 via la réforme des retraites et le doublement des franchises médicales. C'est donc bien le peuple qui est sommé de payer pour la guerre. Malheur à celui qui ne travaille pas soit parce qu'il est malade soit parce que son entreprise a licencié, soit parce qu'il avance en âge. Cible d'un Premier ministre qui a annoncé privilégier « un modèle social plus efficace et moins coûteux » et, pour cela « mieux tourné vers le travail ». Exactement à l'opposé de l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur la Sécurité sociale qui stipule, dans son article 1^{er} : « Il est institué une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature, susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent ».

Pour l'ordonnance de 1945, celle, celui, qui ne peut pas travailler parce qu'il est malade, qu'elle attend un enfant, qu'il ou elle est invalide, accidenté, trop âgé, quelle qu'en soit la raison, bénéficie des prestations garanties pour continuer à vivre, lui et sa famille.

D'un côté, la rapacité capitaliste ; de l'autre, la solidarité ouvrière qui garantit qu'on peut faire face quels que soient les aléas de la vie.

LES GRANDS MALADES CIBLÉS

Comment le gouvernement veut-il récupérer ces 20 milliards ? En tapant sur les plus fragiles.

La preuve ? Sa première cible est les grands malades.

L'ordonnance du 19 octobre 1945 prévoyait que la personne souffrant d'une maladie grave (ou longue) bénéficiait de la couverture intégrale de tous les soins nécessaires, pour que plus personne ne soit obligé de choisir entre manger et se soigner. Cet acquis essentiel est un des facteurs de l'espérance de vie en France.

64 % des dépenses de l'assurance maladie sont consacrées aux 12 millions de malades reconnus atteints d'affections de longue durée (ALD). Ce qui est normal. C'est pour eux que la Sécurité sociale a été bâtie : pour que personne ne soit empêché de se soigner car il n'a pas les moyens. Ce n'est déjà plus totalement vrai en raison de l'insuffisance des structures médicales. Mais cela permet encore à certains malades de bénéficier des derniers progrès médicaux. Est-ce juste ?

C'est avec cela que ce gouvernement, prenant la suite de quelques prédécesseurs (notamment Seguin en 1986, Douste-Blazy en 2004), veut en finir complètement. Bruno Le Maire appelle les soins pour les grands malades « une dérive » (*Le Monde*, 7 mars)

« Les prochains mois promettent aux Français des choix douloureux », annonce *Le Figaro* du 7 mars. Enfin, pas à tout le monde ! C'est ainsi que Bruno Le Maire promet « d'alléger la charge fiscale qui pèse sur les entreprises en poursuivant la baisse des impôts de production ».

Allègement de la charge fiscale des entreprises, réduction des allocations chômage, ponctions sur les malades. Et cela alors que « le CAC 40 passe le cap historique des 8 000 points » (*Les Echos*, 8 mars).

Taper sur les plus fragiles pour enrichir ceux qui exploitent le travail d'autrui. Ça s'appelle le capitalisme.

Nicole Bernard ■

Fabien Roussel hurle avec les loups contre Rima Hassan

Fabien Roussel n'a, comme d'habitude, pas manqué à l'appel. Depuis l'annonce, mercredi 6 mars, de la liste LFI aux élections européennes, on assiste à un véritable déchaînement haineux contre la présence sur cette liste de Rima Hassan, cette juriste franco-palestinienne née dans un camp de réfugiés palestiniens en Syrie.

Tour à tour, Jordan Bardella, le chef de file RN, Eric Zemmour, le président de Reconquête, Sylvain Maillard, président du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, et Lamia El Aaraje, la première secrétaire du PS à Paris y sont allés de leurs calomnies contre Rima Hassan qualifiée de « pro-Hamas », « d'antisémite », etc.

A leur suite, Fabien Roussel, dimanche 10 mars, au lendemain de la manifestation pour le cessez-le-feu à Gaza où il était absent, une fois de plus, et où Mélenchon et Rima Hassan étaient côte à côte, a choisi CNews pour déverser son torrent de bile et surtout de mensonges. Il a commencé par dire : « Elle porte un projet qui n'est vraiment pas du tout le nôtre, qui n'est pas porteur d'une solution politique et de paix ». Ah bon ? Mais Rima Hassan, dans plusieurs émissions, notamment sur France 5, n'a cessé de répéter : « Il faut à mon sens garan-

tir une égalité de droits pour tous les Israéliens et tous les Palestiniens et en finir avec cette logique de frontières et de séparation. Aujourd'hui la revendication première des Palestiniens, je pense, c'est une égalité de droit. »

AVEC QUOI ROUSSEL N'EST-IL PAS D'ACCORD ?

Et bien sûr, Fabien Roussel a attaqué Rima Hassan sur le fait qu'elle ne serait pas pour deux Etats. Là encore, laissons-lui la parole : « J'appartiens à une génération qui a perdu espoir dans la solution à deux Etats, du fait de l'impunité continue de l'Etat d'Israël, qui laisse les colons s'installer dans les territoires. Mais c'était une parole militante. Quand on est responsable politique, on s'inscrit dans un cadre : les résolutions de l'Onu, les 130 Etats qui reconnaissent la Palestine dans le cadre des deux Etats côte à côte, le travail diplomatique qui a été fait depuis 30 ou 40 ans... Cet engagement politique me redonne de l'espoir. »

Avec quoi Roussel n'est-il pas d'accord ? Il préfère ne pas le dire et calomnier. Et bien sûr, il reprend les calomnies sur le 7 octobre en dénonçant « un féminicide de masse » qui n'aurait pas été reconnu par LFI et Rima Hassan, et il s'épanche : « Je souhaiterais que nous puissions dénoncer ensemble les crimes qui sont commis à l'encontre des femmes, qu'elles soient israéliennes ou juives. Les crimes qu'elles ont subis le 7 octobre sont innommables. Cela fait partie des sujets pour lesquels nous avons dit que nous n'avons plus rien à faire avec La France insoumise. »

Mensonges encore une fois, alors que Rima Hassan, comme LFI ont clairement dénoncé le massacre du 7 octobre.

« ANTISÉMITES » ?

Mais, depuis le 7 octobre, il ne s'est rien passé ? Et avant ? L'histoire, pour Fabien Roussel, aurait donc commencé le 7 octobre ?



Rima Hassan.

A propos de la manifestation parisienne du 8 mars

Le 8 mars, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Paris à l'occasion de la Journée internationale pour les Droits des femmes. Au cours de la manifestation parisienne, de jeunes manifestants ont été agressés par le service d'ordre du collectif « Nous vivrons ».

Il faut dire que ce collectif n'était pas à son coup d'essai. Dès le 7 mars, plusieurs associations féministes et organisations alertaient dans un communiqué : « Déjà, le 25 novembre dernier, il (le collectif « Nous vivrons » - Ndlr) avait monté un coup médiatique en prétendant avoir été « empêché de manifester » dans la manifestation contre les violences sexistes et sexuelles. Il avait en réalité été écarté par la police en raison de son service d'ordre exclusivement masculin, venu préparé à en découdre, comme le montraient les cagoules et les gants coqués dont ses membres étaient équipés. »

Le collectif « Nous vivrons », qui reprend à son compte la politique

menée par Netanyahou depuis le 7 octobre, s'est présenté une nouvelle fois dans le cortège de la manifestation avec un service d'ordre menaçant, cagoulé et avec gants coqués. Leur présence avait été autorisée par le cadre unitaire (associations, syndicats) alors même que cela avait suscité un grand nombre de contestations à l'intérieur même de plusieurs organisations composant le cadre unitaire.

DES ACTIONS CONFORTÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Pour les associations et organisations signataires du communiqué déjà cité plus haut : « Ces nouvelles menaces de Nous vivrons ont été exprimées à l'encontre du cadre unitaire d'organisation de la manifestation parisienne du 8 mars. Elles (les membres du collectif NDR) ont forcé les associations féministes, syndicats et partis qui le composent à accepter la présence de ce collectif sioniste (...) On ne peut pas être féministe et instrumentaliser les victimes juives des attaques du 7 octobre pour justifier le génocide en cours.



Fabien Roussel.

Tout massacre est condamnable. Mais avant, il y a eu notamment, en 1982, Sabra et Chatila au Liban et, en 1948, Deir Yassin, ce village palestinien rasé et massacré au moment où 750 000 Palestiniens ont été chassés de leurs terres.

Et ces faits, ce serait « antisémite » de les rappeler ?

Fabien Roussel, comme beaucoup d'autres, tel Meyer Habib, qui ont manifesté avec lui le 12 novembre à l'appel de Gérard Larcher et de Yaël Braun-Pivet, ne cessent de brandir le mot d'antisémitisme pour salir tout défenseur des Palestiniens.

Et les milliers de manifestants qui dimanche encore à Tel-Aviv, se sont dressés contre la politique criminelle de Netanyahou, seraient-ils antisémites ?

Et les milliers de Juifs américains, qui ne cessent d'exiger le cessez-le-feu, seraient-ils antisémites ?

Et en France, l'Union juive française pour la paix (UJFP), Tsedek et d'autres, qui dénoncent les massacres à Gaza, seraient-ils antisémites ?

Non, tout cela, Roussel fait mine de l'ignorer. Il préfère calomnier, hurler avec les loups contre Rima Hassan et La France insoumise.

Concluons en reprenant les propos de Manuel Bompard : « C'est un honneur d'avoir Rima Hassan sur notre liste ». N'en déplaise à Fabien Roussel...

Daniel Shapira ■

C'est pourquoi « Nous vivrons » n'a rien à faire dans nos manifestations. »

C'est donc dans cette situation que le service d'ordre de « Nous vivrons » a agressé plusieurs jeunes manifestants lors la manifestation du 8 mars. Depuis le 25 novembre jusqu'à aujourd'hui, les propos et les actions de « Nous vivrons » ont été confortés et relayés par le gouvernement. En février dernier, la ministre Aurore Bergé annonçait diligenter une enquête contre les organisations féministes soupçonnées de manière fallacieuse de soutenir le Hamas, et n'ayant pas suffisamment condamné les événements du 7 octobre. Résultat de cette enquête : de telles organisations n'existent pas, et la ministre a dû rétrocéder.

Aujourd'hui, c'est Darmanin par l'intermédiaire du préfet de police de Paris, Laurent Nunez, qui a saisi la justice contre les manifestants agressés par le service d'ordre du collectif « Nous vivrons ». On notera que les forces de l'ordre ont épaulé de manière visible le service d'ordre du collectif.

Jacques Palmi ■

ENSEIGNEMENT

Contre la mobilisation, les manœuvres

Jo Calathéa

Le 7 mars, 5 000 enseignants et parents d'élèves de la région parisienne manifestent au ministère : comme dans tout le pays, ils refusent le « choc des savoirs » et les groupes de niveaux. Ils refusent les suppressions de postes. Le jour même, la ministre Belloubet reçoit les fédérations syndicales et simule une modification sémantique censée « réaménager » la réforme. Il s'agit en fait d'un déminage grossier qui laisse intacte la réforme préparée par Gabriel Attal et renforce même l'autonomie des établissements pour la mettre en œuvre. Juste de quoi permettre à la FSU, syndicat majoritaire, de présenter cela comme un recul. Présentation d'ailleurs largement relayée par la presse. Mais ce n'est pas ce que veulent les milliers de grévistes qui exigent l'abandon total des mesures du « choc des savoirs » et des moyens pour créer des postes, alléger les effectifs, améliorer les conditions de travail. Le lendemain du 7 mars, le Premier ministre Attal reprend la main : il dément tout rétropédalage et confirme que les groupes de niveaux seront bien mis en œuvre à la rentrée. Lundi 11 mars, en déplacement à Arras dans le lycée où avait été assassiné l'enseignant Dominique Bernard six mois plus tôt, il en rajoute même : « *l'école est la meilleure arme pour combattre les terroristes* ». Le recours au vocabulaire militaire n'aura trompé personne. Pas question de reculer sur ce qu'ils prévoient pour la jeunesse : la généralisation de l'uniforme, le SNU, c'est-à-dire la mise au pas de l'école et de la jeunesse à la marche à la guerre de Macron. Les personnels de Seine-Saint-Denis très mobilisés depuis le 26 février demandent la création de 5 000 postes d'enseignants et 2 200 postes d'AESH supplémentaires. Cela coûterait quinze fois moins que ce que coûte le SNU et l'uniforme à l'école que le gouvernement tente d'imposer contre l'avis de tous.

« Il y en a assez de perdre. Maintenant il faut gagner ! »

■ La parole à **Diego Segalas**, professeur d'histoire-géographie au collège de la Pléiade à Sevran (93) et militant Snes-FSU, en grève depuis la rentrée



Le 7 mars, lors de la manifestation en direction du ministère.

Quelles sont tes impressions sur ce mouvement de grève dans l'enseignement qui a éclaté à la rentrée de février ?

Diego Segalas : On est méprisé depuis des années. Ça fait 15 ans que je suis enseignant. Un mouvement de grève reconductible, c'est ce que j'attendais depuis longtemps. Dans de nombreux établissements, on avait listé nos besoins. Que ce soit concernant le bâti scolaire ou les postes. Et avant la rentrée il y a eu ce mot d'ordre qui est apparu : « pas de moyens, pas de rentrée ! ». Parce qu'on exige d'avoir ce à quoi on a droit. On veut les moyens pour enseigner. Et parce qu'on refuse aussi le choc des savoirs. Parce que pour financer et mettre en place le « choc des savoirs », on nous enlèverait le peu de moyens qu'il nous reste. Alors on s'est organisé. Et on l'a fait avec des assemblées générales. Depuis 2 semaines que nous sommes en grève, on va voir les collègues dans les autres établissements, on va dans les écoles, pour élargir la mobilisation. On a aussi organisé une réunion publique à Sevran. On avait 200 personnes. C'est beaucoup. On a des parents qui s'organisent. Ils sont maintenant plus de 100 parents mobilisés sur toute la ville. Ce qui fait que la grève a pris et que ça s'élargit, je crois que c'est parce qu'on procède ainsi. C'est parce qu'on a décidé d'aller voir nos collègues dans les autres établissements pour les sensibiliser, pour les convaincre, et qu'on a fait la jonction avec les parents.

Cette organisation, tu considères donc que c'est votre force ?

Oui, tout à fait. Je pense d'ailleurs qu'il faut souligner la qualité de l'assemblée générale d'Aulnay-sous-Bois – Sevran – Tremblay – Villepinte. On était 70 la première semaine, on était 140 la deuxième semaine. On y définit nos mandats pour l'assemblée départementale. On fait un énorme travail avec beaucoup de collègues très impliqués. Notre discussion, notre but, c'est de construire la grève. De s'organiser pour aller convaincre toujours plus de collègues de nous rejoindre, pour élargir la mobilisation.

Pour faire céder la ministre, il faut se dire que plus on sera nombreux dans ce mouvement et plus on sera fort. Il faut que chez les enseignants on se dise qu'on a du pouvoir. Et que ce pouvoir passe par la grève. Et que quand on est avec les parents, c'est encore pire pour le gouvernement. C'est là que le rapport de force s'installe. C'est ça qu'on voit aujourd'hui grandir. C'est ça qu'on cherche. Donc nous dans le 93, on a commencé. Là on fait le travail. Il faut qu'au-delà, les collègues y aillent aussi. Sinon on perdra.

Donc si tu avais un message à tes collègues des autres départements ce serait ?

Allez-y ! Mettez-vous en grève. Associez-vous avec les parents. Discutez, communiquez. Faites du collectif. Il faut attaquer. Il faut être à l'offensive. Il n'y en a assez de perdre. Maintenant il faut gagner. ■

« Le gouvernement a peur de nous, peur des élèves, peur de notre union »

■ La parole à **Léa et Lilly**, lycéennes au lycée Blaise-Cendrars de Sevran (93), mobilisées depuis la rentrée

« On a commencé à se mobiliser parce que nos professeurs sont mobilisés depuis la rentrée le 26 février. Ils organisaient des piquets de grève devant le lycée. On a été les voir. Rapidement on s'est dit que leur mobilisation nous concernait directement et que sans nous ça ne pourrait pas avancer. Alors on s'est organisé ensemble. On a organisé des blocus du lycée. On a fait des TikTok, on a diffusé sur les réseaux. Et on continue.

Là, la ministre et le gouvernement, ils mettent des milliards dans l'uniforme... C'est une mesure censée instaurer l'égalité... alors qu'au lycée on se retrouve régulièrement sans table, sans professeur ! Au lieu de mettre des milliards dans le SNU et dans l'uniforme, il faut investir dans notre avenir. On est les futurs citoyens. On ne

peut pas nous laisser dans ces conditions déplorables. Depuis deux semaines qu'on est mobilisés, on a fait le tour des établissements, pour élargir la mobilisation, pour ramener d'autres élèves à notre cause. On a des lycéens qui nous ont demandé des conseils, que ce soit pour la communication ou pour organiser des blocus. On voit que ça commence à s'étendre. On élargit les contacts. C'est génial. Aux lycéens de toute la France, nous leur disons de nous rejoindre. Nous leur disons : c'est vous l'avenir. Les inégalités ne vont pas s'arrêter quand vous allez partir du lycée. C'est maintenant qu'il faut se mobiliser. Le gouvernement a peur de nous, il a peur des élèves. C'est face à notre union que le gouvernement peut commencer à lâcher et répondre à nos conditions. » ■

« La grève des profs du 93 traduit un mouvement de fond qui a une portée nationale »

« Alors Madame la Ministre quand comptez-vous vraiment renoncer au choc des savoirs et aux groupes de niveaux ? Quand comptez-vous faire droit au plan d'urgence exigé par les personnels du 93 ? »

Jérôme Legavre, député LFI, lors des questions au gouvernement le 12 mars.

Retrouvez l'intervention intégrale ainsi que la réponse de la ministre sur infos-ouvrieres.fr

Paris : opération « collèges morts » contre les groupes de niveaux

Mardi 12 mars, une vingtaine de collèges parisiens ont organisé une opération « collèges morts » à l'initiative de parents et d'enseignants contre la mise en place des groupes de niveaux du « choc des savoirs » d'Attal. Au collège Péguy, aucun élève (sur 450) ne s'est présenté. Une trentaine de parents FCPE se sont rassemblés devant.

Une centaine de personnels et de parents représentant plusieurs dizaines d'établissements se sont rassemblés au ministère de l'Éducation nationale en début d'après-midi. Les députés LFI Sophia Chikirou, Danielle Simonnet, Rodrigo Arenas et la collaboratrice de Sarah Legrain étaient présents en soutien avec le conseiller municipal LFI Laurent Sorel. ■

5 000 en manifestation et 450 en assemblée générale le 7 mars

Le 7 mars, 5 000 enseignants, parents et élèves, pour la plupart de Seine-Saint-Denis, défilent au ministère. Après la manifestation, une assemblée générale surchauffée à la Bourse du travail de Paris, comprenant de nombreux délégués d'AG d'établissement, a reconduit la grève en cherchant les moyens d'élargir la mobilisation. Voici des extraits de l'intervention d'une CPE d'un lycée de Seine-Saint-Denis, entendue lors de l'assemblée générale.

« Bonjour, je tiens d'abord à dire que je suis très contente de voir l'ampleur de la mobilisation

aujourd'hui, nous sommes 60 % de grévistes dans le 93, 5 000 en manif et ici 450 dans l'AG. Je le dis d'autant plus que ça va m'aider avec mes collègues dans mon lycée où nous discutons, même s'il n'y a pas la grève, la question qui revient c'est « comment faire pour gagner », « comment faire pour que la ministre nous reçoive et écoute nos revendications et y réponde ». Je crois que c'est en revenant plus forts encore et plus nombreux. Certains ici sont en grève depuis dix jours et maintenant, dans la salle, des grévistes sont venus du 95 et de Paris. Ça nous donne confiance et notre mobilisation leur donne confiance

aussi. La proposition que je veux faire c'est que l'AG du 93 appelle tous les établissements dans toute la France à se réunir en AG à définir

ses revendications et à s'organiser avec d'autres pour rejoindre la mobilisation ». ■



Le 7 mars, à Paris.

En bref

Le commissaire responsable de la charge contre Geneviève Legay condamné

Le commissaire qui a ordonné la charge policière qui a gravement blessé Geneviève Legay le 23 mars 2019 à Nice dans le cadre d'une manifestation de Gilets jaunes a été condamné le 8 mars à 6 mois de prison avec sursis.

« Je suis très contente de ce qui arrive aujourd'hui parce que j'ai toujours voulu que la justice soit faite » a déclaré Geneviève Legay à la sortie du Palais de justice. « Je voulais que (ce procès) serve à toutes les victimes de violence policières (...). Je voulais gagner pour que ça fasse jurisprudence, il faut arrêter, il faut que cela cesse ».

Le tribunal de Lyon a estimé durant le procès que l'ordre de charger

donné par le commissaire « n'était ni justifié, ni proportionné, ni nécessaire ».

Le surlendemain de la manifestation en 2019, Emmanuel Macron avait osé dire : « Quand on est fragile (...) on ne se met pas dans des situations comme celle-ci » appelant à « une forme de sagesse ».



AFP

Mobilisation importante pour la défense de l'hôpital de Remiremont

Le 9 mars, environ 3 000 manifestants (pour 7 000 habitants) ont défilé dans les rues de Remiremont (Vosges) à l'appel de l'Association pour la défense le maintien et l'amélioration de la maternité (Ademat-H). Ils dénoncent la fermeture des urgences la nuit depuis plus de 2 mois et craignent le démantèlement de leur hôpital (Franceinfo, 9 mars)

« Ce qu'on veut c'est que cet hôpital continue à vivre. Le ministère de la Santé, l'ARS, doivent prendre des dispositions pour qu'il continue de fonctionner, que la maternité continue de fonctionner », a précisé dans son

discours Jean Pierrel, président de Ademat-H.

Des dizaines d'élus : député, président du département, maires et conseillers... ainsi que le personnel soignant avec ses syndicats ont manifesté aux côtés de la population. Une pétition en ligne pour la réouverture des urgences la nuit et pour la formation de médecins supplémentaires à l'hôpital de Remiremont a récolté environ 2 000 signatures en 10 jours.

Il y a huit ans, les habitants de Remiremont en se mobilisant massivement avaient obtenu le maintien de la maternité dans l'hôpital.

Grève à Bausch + Lomb pour les salaires

Les salariés du site d'Aubenas (Ardèche) de l'usine Bausch + Lomb qui produit des collyres sont en grève depuis le 7 mars. Ils réclament une augmentation de salaire de 250 euros pour tous. La grève est massive : 70 % de salariés non cadre. Du jamais vu en 36 ans

selon le délégué syndical CFDT qui ajoute : « On nous a dit que l'année passée a été exceptionnelle, qu'elle a battu tous les records. Mais les salariés n'en ont pas vu la couleur. » (Le Dauphiné libéré, 7 mars). Une réunion est prévue avec la direction à Montpellier le 11 mars.



Devant l'usine Bausch + Lomb à Aubenas (07).

Suppression de 1 000 postes annoncés par le groupe Thales

Le 5 mars, le PDG du groupe Thales Alena Space, spécialisé en particulier dans la construction de satellites, a annoncé lors d'un CSE (Conseil social et économique) la suppression de 1 000 postes en France soit 20 % d'un effectif national de 4 800 personnels.

Le personnel du site de Cannes (Alpes-Maritimes), dont les effectifs devraient être amputés de 500 postes sur 1900, s'est réuni en assemblée générale le 7 mars à l'appel des quatre syndicats de l'établissement FO, CGT, CFDT et CFE-CGC. Interrogés par FR3 Provence Côte-d'Azur, ils ont fait part de leur inquiétude, de

leur incompréhension et de leur colère. « Le groupe Thales a fait des bénéfices. (...) On a des commandes pour le nouveau produit qui nous assure de l'activité pour au moins les 2 années à venir. On est en colère. On ne comprend pas. »

La fédération FO Métaux, dans un communiqué de presse du 7 mars, pose la question : « Que faire pour faire monter le cours de Bourse de Thales ? Supprimer des postes ! ». En effet, le groupe a annoncé un chiffre d'affaires en 2023 de 18,4 milliards d'euros, soit une progression de +4,9%. Le jour de l'annonce des suppressions de postes, le titre a progressé en bourse de +9%.

JO Paris 2024

« Pas de grève durant les JO ? De qui se moque-t-on ? »

Interrogé le 28 février sur France Inter, le ministre délégué aux Transports a affirmé : « Je ne suis pas inquiet (...) Je viens d'une culture ouvrière. Je ne crois pas un seul instant que les ouvriers, les salariés, les syndicats mettront en péril l'image de la France ou de leur entre-

« C'est leur politique qui casse nos droits et qui écorne l'image de la France. »

Béranger Cernon :

Pas de grève pendant les JO ? De qui se moque-t-on ? Depuis quand l'image de la France ou d'une entreprise serait écornée par les conflits sociaux ?

Au contraire ! Le monde entier nous a regardés durant le conflit sur les retraites. Depuis toujours le monde nous envie notre système social acquis par la lutte ! L'histoire de nos entreprises, de notre société est entièrement liée aux différents conflits sociaux qu'ils soient nationaux ou locaux.

Ce qui écorne l'image de la France ce sont tous ces politiques qui cassent sans cesse nos droits, nos conquêtes sociales et refusent d'écouter les revendications légitimes des salariés. G. Attal a déclaré il y a peu : le devoir de travailler. C'est une attaque très claire contre le droit de grève qui, rappelons-le, est constitutionnel, mais c'est surtout oublier



que pour leur vision économique, leur économie de marché, il y a en réalité une nécessité absolue de travail

puisque sans travail il n'y a pas de création de richesse et donc, pas de profit ! Cette diatribe n'a donc rien d'anodin et rien d'incohérent dans leur vision des choses.

A quel moment les jeux Olympiques ont-ils pris en considération les salariés qui feront vivre cet événement ? Ce moment qui se voulait une grande fête populaire est en train de tourner à la farce et à un entre-soi absolument détestable !

Et c'est bien parce que nous sommes attachés à nos entreprises et à la conquête de nouveaux droits que justement, s'ils continuent à jouer les méprisants avec les salariés, les ouvriers, et tous ceux qui font tourner ce pays, nous serons en grève durant « leur » JO ! Sans nous, ils ne sont rien !

prise aux yeux du monde entier (...) Il n'y aura pas de grève ». Deux militants syndicaux : Béranger Cernon, militant cheminot CGT à la gare de Lyon (Paris) et Paul Bénard, secrétaire général CGT hôpital Beaujon (92) réagissent pour Informations ouvrières.

« Des AG dans nos hôpitaux préparent les cahiers revendicatifs. »

Paul Bénard :

Nous constatons actuellement que de concert le gouvernement et certains politiques appellent à une trêve sociale voire à des interdictions

de mouvements de grèves pendant la période des JO. Dans le secteur de la santé qui est le mien, des voix s'élèvent pour empêcher les travailleurs de la santé d'exercer ce droit constitutionnel.

Les personnels ne se laissent pas impressionner, nos collègues, partout sur le territoire national, expriment leur ras-le-bol de la dégradation de leurs conditions de travail, des services d'urgences saturés, des mobilités, de l'explosion des schémas horaires, du manque de matériel, des fermetures de lits, c'est dans tout le pays que la colère gronde.

Ce gouvernement voudrait taire cette voix qui monte en saupoudrant quelques primes pour quelques-uns, mais les personnels ne sont



pas dupes, ce sont des augmentations réelles de salaires qu'ils exigent, des recrutements, et travailler dans de meilleures conditions.

Depuis la création de la CGT, l'outil principal pour faire aboutir nos revendications, cela a été la grève et ils voudraient nous en priver. Des assemblées générales sont appelées dans nos hôpitaux pour préparer nos cahiers revendicatifs, et ce n'est ni ce gouvernement ni personne d'autre qui nous empêchera d'utiliser notre droit de grève. Ces olympiades du fric et de l'entre-soi n'intéressent pas les travailleurs, ils en sont exclus. Nous passerons donc à l'offensive pendant cette période pour gagner de nouveaux droits et bousculerons les méprisants de tous poils. Aux maux qu'ils nous infligent, nous mettrons nos mots, grève et débrayages partout dans le pays et montée sur Paris pour arracher nos revendications.

La charte sociale de Bernard Thibault

A l'occasion de la sortie de son livre intitulé *Dans les coulisses des JO*, l'ancien secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, devenu coprésident du comité de suivi de la charte sociale adoptée pour les jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris, a consacré une interview au site *Affiches parisiennes* (6 mars).

Correspondant

Il y déclare : « Je siège depuis sa création au Comité d'organisation des Jeux olympiques et Paralympiques, où je représente les cinq confédérations syndicales de notre pays qui sont à l'initiative d'une charte sociale. (...) J'ai ainsi veillé à la mise en œuvre de cette charte, avec plus ou moins d'avancées et de difficultés dans les discussions et les décisions prises par les pouvoirs publics. » Parmi les « difficultés », Bernard Thibault s'inquiète des « moyens à disposition des services publics. On va demander à beaucoup de fonctionnaires de se rendre disponibles, donc de ne pas prendre de vacances. C'est quand même un effort conséquent, notamment au regard de la vie familiale. Nous n'avons pas, pour l'instant, réussi à négocier les contreparties suffisantes, reconnaissant cet effort particulier. »

Depuis, l'ancien secrétaire général de la CGT a été entendu ! Trois jours plus tard, le ministre délégué à la Fonction publique, Stanislas Guérini, a annoncé, en compensation de cette « réquisition » qui ne dit pas son nom, des primes de 500, 1 000 à 1 500 € versées à partir d'octobre, aux agents qui seront mobi-

lisés pour les JO. De quoi calmer les fonctionnaires qui subissent l'inflation, qui ont de moins en moins de moyens suite aux coupes budgétaires, et en conséquence, qui menacent de faire grève à l'occasion des JO ? Rien n'est moins sûr...



Bernard Thibault et Emmanuel Macron au village olympique de Paris 2024 à Saint-Denis, le 29 février.

Palestine : Cessez-le-feu immédiat ! Stop aux livraisons d'armes !

LES FAITS DU 5 AU 11 MARS

6 mars

● Des frappes aériennes israéliennes intenses ont frappé le 5 mars le camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza.

● Un soldat israélien de 22 ans a publié une vidéo du corps d'un Palestinien en se vantant de l'avoir « écrasé » avec son char.

● Sur les réseaux sociaux, le Dr Mohammed Qudaih, qui travaille dans les hôpitaux de Gaza depuis le début de la guerre, a déclaré le 5 mars avoir été informé pour la première fois de menaces contre lui. Des Israéliens ont publié des messages menaçants disant « la viande de rat doit être très populaire » et « encore en vie mais pas pour longtemps ». Qudaih a déclaré que, malgré ces messages, il continuerait à documenter les atrocités dont il est témoin quotidiennement. « Cela ne me fera pas peur et je continuerai à présenter et à communiquer tout ce que je vois dans la salle d'opération », a-t-il déclaré.

● « La malnutrition est particulièrement extrême dans le nord de Gaza », a déclaré Richard Peepkorn, représentant de l'OMS pour Gaza et la Cisjordanie.

Le journaliste Hossam Shabat, basé dans le nord de Gaza, parle de la famine qui sévit dans la région : « Quand je marche dans les rues, je ne vois plus les gens, je vois des squelettes marcher, les yeux vides, affamés, en deuil et effrayés. Quand est-ce que cela finira ? »

● Israël bombarde le Sud Liban, près des villes de Kafra et Ayta ash Shab.



Jour par jour, suivez le fil d'Informations ouvrières en continu : Palestine, loi immigration, actualité de la lutte de classe.



t.me/ioRetraites

Etats-Unis : des milliers de bombes pour Israël et un terminal « humanitaire » pour Gaza

Le président des Etats-Unis, Joe Biden, vient d'annoncer son engagement dans la création d'un « port » pour relier Gaza à Chypre afin d'y acheminer de l'aide humanitaire... ce qu'Israël soutient ! La politique israélienne des Etats-Unis est de plus en plus contestée dans le Parti démocrate américain, qui vient d'entrer en campagne électorale. Faut-il trouver ici une explication ? Les Etats-Unis, l'ensemble de leurs présidents successifs, qui soutiennent activement le blocus de Gaza depuis 17 ans, qui bloquent toute condamnation d'Israël dans les instances de l'Onu et permettent par leurs livraisons d'armes la poursuite de la guerre destructrice contre la population de la bande de Gaza sont tout autant que les

dirigeants israéliens responsables de l'offensive génocidaire en cours. Les manifestants américains qui appellent Biden « Genocide Joe » ne s'y trompent pas. Les premières déclarations concernant ce futur port montrent qu'il sera provisoire et sous contrôle israélien aussi bien à Chypre qu'à Gaza. Plusieurs experts indiquent qu'un tel système, qui mettra plusieurs semaines avant de voir le jour, alors que la famine a commencé ses ravages, ne sera jamais en capacité de remplacer l'acheminement de l'aide médicale et alimentaire qui reste bloquée à la frontière égyptienne. L'urgence absolue c'est la levée du blocus et le cessez-le-feu. De cela, pour « Genocide Joe » et ses complices européens, il n'est pas question. ■

● Les Houthis du Yémen annoncent avoir ciblé deux destroyers de la marine américaine en mer Rouge avec un certain nombre de missiles navals et de drones. Les Etats-Unis frappent la ville d'Hodeidah au Yémen.

● Selon l'ancien ambassadeur américain Chas Freeman : « Ce qui se passe à Gaza est en fait un lynchage de masse (...). Eh bien, Israël applique les valeurs du Ku Klux Klan, et je ne partage pas ces valeurs. (...) Le monde peut-il vraiment entretenir des relations normales avec un pays qui se comporte en mépris total du droit international et de manière totalement inhumaine ? » (Interview diffusée le 6 mars sur le site de journalistes américains *Useful Idiots*)

● Des manifestants perturbent la sénatrice Kirsten Gillibrand lors d'une réunion publique à New York (Etats-Unis), lui demandant d'appeler à un cessez-le-feu à Gaza et de cesser de financer le génocide commis par Israël.

● A Belfast (Irlande), une gigantesque fresque murale dénonce le massacre des Palestiniens à Gaza. « 112 innocents tués. Leur crime ? Ils avaient faim ».

● Un groupe d'avocats a déféré le Premier ministre australien Anthony Albanese devant la CPI, l'accusant de complicité dans le génocide des Palestiniens.

● Thomas Portes sur X : « Le député Meyer Habib [député LR des Français établis hors de France – Ndlr] vient de dire dans l'Hémicycle que la bande de Gaza est un territoire "invisible sur une carte". Jamais vous n'effacerez les Palestiniens de la carte du monde. Les Palestiniens vivront sur leur terre ! La Palestine vivra. »

7 mars

● Une femme de 38 ans a perdu 50 membres de sa famille après qu'un missile israélien a frappé leur maison à Gaza.

● Dans la ville de Rafah, dans le sud du pays, des enfants ont manifesté contre le grave manque de nourriture et d'eau à Gaza, à moins d'une semaine du mois de Ramadan.

● Un enfant de 15 ans est mort à l'hôpital al-Shifa de déshydratation et de malnutrition.

● L'armée israélienne ouvre de nouveau le feu sur des civils affamés, attendant de l'aide au rond-point d'al-Nabulsi dans le nord de Gaza.

Le Programme alimentaire mondial affirme que l'armée israélienne a refusé l'entrée d'un convoi d'aide alimentaire dans le nord de Gaza, empêchant ainsi la première tentative de l'agence des Nations unies d'acheminer de l'aide à cette région affamée depuis le 20 février.

● Un journaliste palestinien a rapporté le 7 mars que les forces israéliennes avaient largué des tracts sur Gaza, appelant la population à nourrir les nécessiteux pendant le Ramadan. Le journaliste a dénoncé ce tract comme un exemple de « torture psychologique ». Le tract, qui parle de « subvenir aux besoins des nécessiteux et parler avec gentillesse », a été largué alors que vingt Palestiniens, dont des enfants, sont morts de malnutrition et de déshydratation depuis le début de la guerre.



Alors que 1 500 camions contenant de l'aide alimentaire sont bloqués par l'armée israélienne les Gazaouis tentent de survivre avec le peu d'aide qui existe. Ici à Rafah, le 11 mars.



New York, le 2 mars.

« Marche des millions pour la Palestine » à New York

L'actrice américaine Susan Sarandon s'est adressée à la foule lors de la Marche des millions pour la Palestine le samedi 2 mars au Washington Square Park, dans le centre de New York, où elle a exhorté les participants à perturber « le récit des puissants ». « Notre ennemi est la cupidité, et notre ennemi est le silence », a déclaré l'actrice. « Le silence de ceux qui détour-

nent le regard lorsqu'ils voient des enfants écrasés, des bébés affamés, des mères qui gémissent, des pères qui fouillent les décombres pour essayer de retrouver leur famille... c'est inacceptable », a-t-elle poursuivi. Susan Sarandon participe régulièrement à des manifestations pour le cessez-le-feu en Palestine à New York depuis le début de la guerre entre Israël et Palestine. ■

● Le camp de réfugiés de Chat, près de la ville de Gaza, où vivaient auparavant plus de 90 000 personnes, a été complètement rasé par l'armée israélienne.

● L'hôpital algérien dans la ville d'Abasan, au sud de Gaza, a été saccagé par les forces armées israéliennes.

● « Citoyens de Khan Yunis, j'ai eu le plaisir de faire sauter vos maisons. » Un soldat israélien de la brigade parachutiste opérant actuellement à Khan Yunis publie une histoire sur son

compte Instagram se vantant de la destruction des maisons de civils palestiniens.

● Des soldats israéliens posent devant le bâtiment de la Société Atfaluna pour enfants sourds à Gaza après l'avoir détruit.

● Un soldat israélien partage une vidéo des forces israéliennes à Gaza tirant sans discernement sur des maisons palestiniennes alors qu'ils font exploser plusieurs blocs résidentiels « pour s'amuser ».

Suite page 8

Palestine : Cessez-le-feu immédiat

LES FAITS DU

Netanyahou veut plus de prisonniers palestiniens

Dans la nuit du 10 mars, l'armée israélienne d'occupation a lancé plusieurs raids en Cisjordanie, ciblant les camps de réfugiés de Balata à Naplouse, d'al-Arroub à Hébron, de Nur Shams à Tulkarem et les villes de Qalqilya et de Hizma. Des affrontements armés ont duré jusqu'au matin. Comme à leur habitude les forces d'occupation sont intervenues avec des bulldozers pour détruire les routes et les infrastructures publiques. L'entrée dans le mois de Ramadan suscite une grande nervosité des autorités israéliennes. En raison de l'aggravation de la campagne de répression contre

les Palestiniens de Cisjordanie mais aussi des territoires de 48, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a donné l'ordre ce dimanche de préparer et d'équiper de nouveaux lieux de détention dans les prisons israéliennes pour accueillir davantage de prisonniers palestiniens. En effet, l'afflux de nouveaux prisonniers rend la gestion des prisons plus compliquée et a occasionné des désaccords sérieux entre les services de sécurité israéliens et l'armée d'occupation sur les responsabilités des uns et des autres... Les cellules des prisons israéliennes étaient déjà considérées comme surpeuplées avant le 7 octobre. ■

des permis pour la construction de 3500 nouvelles maisons dans les colonies de Cisjordanie, près de Jérusalem. Les colonies israéliennes en Cisjordanie sont considérées comme illégales au regard du droit international.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a déclaré le 7 mars que l'armée israélienne continuerait d'opérer dans tout Gaza, a rapporté Reuters. Netanyahou a déclaré que cela inclurait Rafah, où se réfugient environ 1,9 million de Palestiniens déplacés.

● **L'hebdomadaire britannique The Guardian cite un rapport interne de l'Onu** selon lequel l'armée israélienne utilise différentes formes d'abus contre les détenus palestiniens dans les centres de détention israéliens, notamment les passages à tabac, les attaques de chiens, le recours prolongé à des positions stressantes et les agressions sexuelles.

● **Le porte-parole du Département d'Etat américain**, Matthew Miller, admet qu'Israël empêche délibérément l'aide d'atteindre les Palestiniens affamés à Gaza, mais l'administration Biden n'a pas « évalué qu'Israël viole les exigences réglementaires ».

● **« Des conséquences humanitaires catastrophiques »** en cas d'offensive militaire israélienne à Rafah selon les Etats-Unis. Et pourtant... Une note interne divulguée par le magazine en ligne d'investigation The Intercept le 5 mars montre que les Etats-Unis sont bien conscients de la catastrophe humanitaire qui aura lieu si Israël procède à son plan d'invasion de Rafah.

A Rome 30 000 personnes manifestent à l'appel de la CGIL, pour le cessez-le-feu à Gaza



La banderole de tête de la manifestation pour le « Cessez-le-feu ».

Cependant, les Etats-Unis continuent d'expédier des armes à l'armée israélienne, y compris environ un millier de bombes MK-82 de 500 livres.

● **La note montre que les Etats-Unis savent que l'impact d'une telle invasion serait cataclysmique.** « Une escalade potentielle des opérations militaires dans le gouvernorat de Rafah dans le sud de Gaza pourrait entraîner des conséquences humanitaires catastrophiques, y compris des victimes civiles massives, des déplacements de population à grande échelle et l'effondrement de la réponse humanitaire existante », peut-on lire dans la missive écrite par le Bureau de l'aide humanitaire de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid).

● **Parmi les points clés mentionnés, une offensive israélienne à Rafah bloquerait l'entrée et le transport de carburant et l'aide humanitaire salvatrice dans toute l'enclave**, aggravant encore l'état des Palestiniens qui ont déjà fait face à un siège de près de cinq mois par l'armée israélienne. La note explique qu'il n'y a pas de plan d'évacuation viable pour les Palestiniens déplacés à Rafah. L'option qu'Israël leur laisse est de vivre en tant que réfugiés dans la péninsule du Sinaï en Egypte, ce que cette dernière a refusé.

● **Au Caire, un groupe de femmes égyptiennes a organisé une rare marche pro-palestinienne** pour marquer sa solidarité avec les femmes palestiniennes sous les bombardements israéliens et critiquer le gouvernement égyptien pour participer à une « partie du siège » de Gaza. La marche a été rapidement dispersée par la police.

8 mars

● **60 000 femmes enceintes à Gaza souffrent de malnutrition, de déshydratation et du manque de soins médicaux.** Des centaines de femmes ont perdu leur enfant, leur nouveau-né ou leur fœtus à cause des bombardements [israéliens] et de la peur.

● **Des soldats israéliens exhibent de la lingerie appartenant à des femmes palestiniennes tuées ou déplacées.** Tous sont sergents (ou

grade supérieur) de l'unité spéciale de reconnaissance de la brigade Golani. Il existe des dizaines de photos et de vidéos de ce genre.

Les forces israéliennes ont tué en moyenne 63 femmes palestiniennes chaque jour à Gaza depuis le 7 octobre, dont 37 mères, selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

● **Béligh Nabli (professeur des universités en droit public) sur Franceinfo TV:** « Le risque de génocide à Gaza souligné par la décision de la Cour de justice internationale (CJ) implique aussi la possibilité pour les alliés d'Israël comme les Etats-Unis et la France d'être poursuivis pour complicité ».

● **Au Caire (Egypte), les étudiants de l'Université américaine exigent la fin du blocus de Gaza.**

« Rappelle-toi ! Hiroshima ! Le Vietnam ! Les enfants de Gaza ! » Des manifestants contre le génocide du peuple palestinien bloquent le 8 mars la route de Joe Biden à une heure de son discours sur l'état de l'Union.

● **Les Juifs de Cambridge** (Grande-Bretagne) manifestent pour la justice en Palestine, le 8 mars.

● **Les Etats-Unis ont discrètement approuvé et livré plus de 100 contrats militaires à Israël depuis le 7 octobre**, ce qui représente des milliers de munitions guidées avec précision, de bombes de petit diamètre, d'explosifs de bunker, d'armes légères et d'autres aides létales, ont déclaré des responsables américains à des membres du Congrès lors d'une récente réunion d'information confidentielle. « Il s'agit d'un nombre extraordinaire de ventes sur une période courte, ce qui suggère fortement que la campagne israélienne ne serait pas viable sans ce niveau de soutien américain », a déclaré Jeremy Konyndyk, ancien haut fonctionnaire de l'admi-

Suite de la page 7

● **Le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné la « guerre génocidaire »** menée par Israël à Gaza, en se concentrant particulièrement sur les luttes auxquelles sont confrontés plus de 500 000 Palestiniens dans la moitié nord de l'enclave. « L'occupation tente de dépeupler le nord de la bande de Gaza en intensifiant les bombardements, en aggravant la famine et en créant des conflits et le chaos », a déclaré le ministère dans un communiqué.

● **« La famine s'aggrave et fera des milliers de morts si l'agression n'est pas stoppée et si l'aide humanitaire et médicale n'est pas immédiatement apportée »**, indique le ministère palestinien de la Santé.

● **« Israël ne se contente pas de refuser et de restreindre le flux de l'aide humanitaire vers Gaza. Israël détruit le système alimentaire à Gaza »**, a déclaré Michaël Fakhri, rapporteur spécial de l'Onu sur le droit à l'alimentation, dans un discours prononcé devant le Conseil des droits de l'homme de l'Onu. « Israël a lancé une campagne de famine contre le peuple palestinien à Gaza. » Il a déclaré qu'Israël ciblait les pêcheurs artisanaux dans le cadre de cette campagne, notamment en leur refusant l'accès à la mer et en détruisant des bateaux.

● **Le Hamas affirme qu'Israël a rejeté ses demandes de cessez-le-feu permanent.**

● **Les ministres du gouvernement israélien** ont annoncé qu'un organisme de planification avait alloué

Manifestation le 8 mars devant le parlement japonais

Dans la nuit du 8 mars, une manifestation a eu lieu devant le parlement pour protester contre les attaques israéliennes sur la bande palestinienne de Gaza et pour amener le parlement à adopter une résolution de cessez-le-feu et à reprendre les contributions à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa).

Ryuji Ohara, professeur à l'Université Waseda, qui a appelé à l'action, a déclaré que le thème de cet événement, « Ne tuez pas Gaza ! », a pour objectif de mettre fin aux attaques israéliennes, car elles détruisent la population, la culture et la terre de Gaza.

Les 300 personnes rassemblées (selon les organisateurs) ont crié sous la pluie occasionnelle « cessez-le-feu immédiat » et « arrêtez le massacre ».

Sho Toda, membre de l'Association des jeunes étudiants et volontaires qui s'occupent des personnes vivant en Palestine, a prononcé un discours expliquant : « Tout d'abord, changeons l'opinion publique au Japon et faisons bouger le gouver-



A Tokyo.

nement japonais » afin d'arrêter le génocide. M^{me} Aida, originaire de Palestine, a souligné : « Quoi que fassent ceux qui commettent le génocide, la Palestine sera définitivement libre. Nous la libérerons dans notre génération. »

Les législateurs du Parti communiste japonais, du Parti constitutionnel démocrate du Japon et du Parti social-démocrate ont intenté une action en justice. Taku Yamazoe, président du comité politique du Parti communiste, a appelé le gouvernement japonais à changer l'attitude américaine consistant à faire obstruction au cessez-le-feu, et a appelé le gouvernement japonais à « changer également la politique japonaise ».

Un employé de bureau de 40 ans du quartier Nakano, à Tokyo, qui a découvert l'action sur X (anciennement Twitter), a déclaré, indigné : « Pourquoi le Japon ne peut-il pas sortir plus fort et exiger un cessez-le-feu immédiat ? » (Akahata, 10 mars)

Le 7 mars, à 885 kilomètres au sud-ouest, des femmes de Gaza qui ont perdu des proches et des groupes de soutien ont tenu une conférence de presse dans la ville de Fukuoka, sous la pluie occasionnelle, pour partager leurs pensées et leurs espoirs de mettre fin aux combats dans la bande de Gaza, où de nombreuses femmes et enfants ont été tués (Mainichi Shimbun, 8 mars).

Albert Tarp ■

at ! Stop aux livraisons d'armes !

5 AU 11 MARS

Le plus grand syndicat italien,

Samedi dernier, 30 000 personnes sont venues de toute l'Italie pour manifester à Rome contre le génocide du peuple palestinien et aussi contre le gouvernement italien qui apporte un soutien politique sans faille à Netanyahu. Sur plus des 2 km du parcours, multitude de drapeaux palestiniens mélangés à ceux de la confédération CGIL. La longue Via Cavour, entre la gare Termini et les forums impériaux des antiques Césars, a résonné des mots d'ordre : « Non au génocide ! Arrêter le massacre ! », « Meloni – Biden com-

plices ! », « Palestine libre ! » « Non à l'envoi des armes ! »

Un grand meeting a clôturé cette manifestation, avec trois écrans géants installés près de l'emplacement du Temple de la Paix construit sous l'empereur Vespasien. Les manifestants – avant de repartir dans leurs régions – ont ainsi pu suivre attentivement les diverses interventions des responsables d'associations soutenant la manifestation et surtout celles des personnels santé qui revenaient de Palestine.

Daniel Martin ■

nistration Biden et actuel président de Refugees International.

9 mars

● **Les bombardements israéliens sur Gaza se poursuivent 24 heures sur 24.** « Si Israël lançait sa menace d'offensive militaire sur Rafah, où 1,5 million de personnes ont été déplacées dans des conditions déplorables et inhumaines, toute attaque terrestre contre Rafah entraînerait des pertes massives de vies humaines et augmenterait le risque de nouvelles atrocités criminelles », a déclaré Jérémie Laurence, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. « Cela ne doit pas se produire. »

En Cisjordanie, des centaines de manifestants palestiniens dans la ville d'Umm al-Fahem sont descendus dans la rue pour appeler à la fin du génocide à Gaza. La ville, au sud-ouest de Nazareth, abrite la deuxième plus grande population de Palestiniens de l'intérieur. La manifestation est l'une des rares à avoir eu lieu depuis le début de la guerre, en raison de la répression exercée par le gouvernement israélien contre les manifestants.

● **La livraison de fournitures humanitaires à Gaza par voie aérienne ou maritime ne peut pas suffisamment « remplacer » les livraisons terrestres,** a déclaré jeudi la coordinatrice de l'aide de l'Onu pour le territoire palestinien après une réunion à huis clos du Conseil de sécurité. Sigrid Kaag a déclaré que son message au Conseil de sécurité de l'Onu était que la communauté internationale devait « inonder le marché de Gaza de biens humanitaires » et « redynamiser le secteur privé » afin que davantage de biens commerciaux puissent entrer pour répondre aux besoins des civils. « La diversification des voies d'approvisionnement par voie terrestre reste la solution optimale », a-t-elle déclaré.

« C'est plus facile, c'est plus rapide, c'est moins cher, surtout si nous savons que nous devons maintenir l'aide humanitaire aux Gazaouis pendant une longue période. »

● **« Aujourd'hui, c'est un bébé, demain c'est un combattant. »** Le rabbin Eliyahu Mali, directeur de l'école de la yeshiva des colons de Jaffa occupée, a incité ses étudiants servant dans les forces d'occupation israéliennes à tuer tout le monde à Gaza, y compris les bébés. Mali a également encouragé son auditoire à tuer des enfants et des femmes de Gaza, affirmant : « Les terroristes d'aujourd'hui sont les enfants des opérations précédentes que vous avez entretenues. Ce sont en réalité les femmes qui créent les terroristes ».

● **Les forces israéliennes mènent une campagne d'arrestations massives en Cisjordanie occupée.**

● **Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Turk, a déclaré que la croissance des colonies israéliennes** équivalait au transfert par Israël de sa propre population, ce qui, selon lui, constituait un crime de guerre. « La violence des colons et les violations liées aux implantations ont atteint de nouveaux niveaux choquants. »

● **Un député de la Knesset affirme que la guerre contre le Liban éclatera dans les deux prochains mois** et que cette décision est inévitable. L'armée a reçu l'ordre de préparer des plans pour une invasion terrestre du Liban.

● **Manifestation contre le gouvernement Netanyahu à Tel-Aviv.** Le journal israélien Haaretz rapporte, le 9 mars, que des milliers de manifestants opposés au gouvernement dans la rue Kaplan à Tel-Aviv ont percé les barricades de la police et commencé à marcher sur Derech Begin.

10 mars

● **De lourdes frappes aériennes israéliennes dans la nuit et tôt ce matin ont détruit la tour résidentielle al-Masry à Rafah.**

● **Le bureau des médias du gouvernement de Gaza a déclaré samedi que**

« Crosse en l'air ! »

■ Extraits de l'intervention de **Jean-Luc Mélenchon** dans la manifestation parisienne, le 9 mars



A Paris.

« Crosse en l'air ! Crosse en l'air ! Crosse en l'air ! Cessez le massacre ! Cessez de tuer ! (...) Nous tous chacun, notre mobilisation règle notre responsabilité. Nous avons un devoir. (...) Nous avons un devoir d'alerte. C'est depuis ce même camion, au nom des miens que j'alertais sur le risque génocidaire. Eh bien le génocide est commencé. Honte à tous ceux qui restent les bras ballants, qui restent silencieux, qui regardent ailleurs, qui ménagent leurs carrières, qui ménagent les bonnes opinions. Honte



Manon Aubry, Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan.

aux silencieux, honte aux indifférents comme le disait Antonio Gramsci avant moi. Il y a maintenant le risque d'un massacre total à Gaza. (...)

Le risque d'assassinat général à Gaza n'est pas un risque contre lequel on ne peut rien. Ce n'est pas vrai. Si les Etats-Unis d'Amérique cessent d'armer Israël, cessent d'armer Netanyahu alors le massacre n'aura pas lieu. Si toutes les nations refusent de livrer des armes, le massacre n'aura pas lieu. (...)

Les armes doivent être interdites de livraison, maintenant ! Il faut que l'Union européenne rompe cette relation mortelle qui permet à Netanyahu de se donner les droits de massacrer des milliers de gens. Oui on peut. (...)

Je m'adresse à vous, travailleurs, vous à qui tant d'entre nous ont dévoué à vos combats toute leur vie, cessez de participer à l'armement, bloquez les convois, cessez de fabriquer les balles, les munitions. Travailleurs de France, avec vos syndicats, mettez-vous à la hauteur des syndicats qui partent dans le monde appellent au boycott de l'armement de Netanyahu. Ne livrez plus d'armes. Et vous autres les intellectuels, qui que vous soyez, c'est de votre devoir maintenant de protester. Aucun génocide n'est acceptable, quelle que soit son opinion (...) »

80 % des maisons dans la bande sont désormais « inhabitables ».

● **L'armée israélienne a frappé le château historique de Barqouq à Khan Younis,** qui avait été réduit en ruines. Le château a été construit sous le règne du sultan mamelouk Burji Barquq en 1387 de notre ère.

● **A la frontière égyptienne, 1 500 camions d'aide humanitaire sont bloqués en Egypte** et ne sont pas autorisés à entrer à Gaza.

● **Faisant référence à la « campagne intentionnelle de famine » menée par Israël contre la population de Gaza,** le rapporteur spécial de l'Onu, Michael Fakhri, a déclaré qu'« il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un génocide ».

730 universitaires israéliens signent une pétition : « Prendre des mesures urgentes pour prévenir la famine dans la bande de Gaza ».

Les universitaires appellent le gouvernement israélien à « prendre des mesures urgentes pour empêcher la famine dans la bande de Gaza » avant que « la catastrophe humanitaire ne devienne incontrôlable, ne provoque

une mort massive et ne devienne une tache indélébile ».

● **L'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'Unrwa, a déclaré dans un rapport que certains employés – libérés à Gaza après avoir**

été détenus par Israël – ont déclaré avoir été forcés par les autorités israéliennes à faire de faux aveux sous la torture concernant leur rôle dans l'opération militaire du 7 octobre.

Suite page 10



A Athènes.

Athènes, le 9 mars. Comme tous les samedis depuis le mois d'octobre, un rassemblement de syndicalistes, d'associations de soutien à la cause palestinienne ainsi que des organisations politiques comme le NAR se rassemblent sur la place Syn-

tagma, devant le siège du parlement grec pour le cessez-le-feu à Gaza, contre le génocide du peuple palestinien et contre le soutien que le gouvernement grec apporte à Israël en particulier avec sa participation aux opérations militaires et à la livraison d'armes.

Palestine : Cessez-le-feu immédiat ! Stop aux livraisons d'armes !

LES FAITS DU 5 AU 11 MARS

Rassemblement devant l'entreprise d'armement Safran



Le 11 mars devant le siège de Safran.

Lundi 11 mars, un rassemblement a eu lieu devant le siège de l'entreprise aéronautique et de défense Safran, à Malakoff (Hauts-de-Seine), pour dénoncer sa participation au génocide perpétré par le gouvernement israélien. L'entreprise vend des composants électroniques servant à l'armée israélienne.

En 2010, Safran a annoncé avoir développé un drone avec Elbit Systems, le premier fabricant d'armes en Israël. Cette action avait lieu dans le cadre d'une mobilisation internationale appelée *Stop arming Israel*. Les députés LFI Thomas Portes et Jérôme Legavre étaient présents pour soutenir la mobilisation. ■

Matthew Marion

Suite de la page 10

L'agence est en « *risque de mort et de démantèlement* » après qu'une série de donateurs ont suspendu leur financement, a déclaré le chef de l'Unrwa, Philippe Lazzarini. La Suède a annoncé le 9 mars qu'elle reprendrait son aide à l'Unrwa.

● **Une manifestation s'est déroulée à Amsterdam** suite à la visite du président israélien Isaac Herzog pour assister à l'inauguration dans la capitale des Pays-Bas du Musée national de l'Holocauste. Les manifestants ont envahi les rues pour exiger un cessez-le-feu immédiat après plus de cinq mois de bombardements israéliens sur Gaza. Certains scandaient : « *plus jamais ça, c'est maintenant* », tandis que d'autres portaient des pancartes

indiquant « *détour vers la Cour pénale internationale* », dont le siège est aux Pays-Bas.

● **Après plusieurs manifestations à Clermont-Ferrand, le collectif 63 pour une paix juste et durable devait planter le drapeau palestinien, ce dimanche 10 mars, au sommet du puy de Dôme**, en écho local de l'action « cent sommets pour Gaza ». La préfecture l'a interdit sous peine d'amende. Le collectif dénonce « *une décision arbitraire et liberticide* » et envisage des recours (*La Montagne*).

11 mars

● **Une douzaine de groupes israéliens de défense des droits de l'homme** ont signé une lettre ouverte

accusant Israël de ne pas se conformer à la décision provisoire de la Cour internationale de justice (CIJ), dans laquelle la Cour a appelé Israël à faciliter l'accès de l'aide humanitaire à Gaza. Parmi les signataires de la lettre figurent le groupe de lanceurs d'alertes militaires *Breaking the Silence* et l'Association pour les droits civils en Israël.

● **La municipalité de Jéricho, en Cisjordanie, donne à une rue le nom d'Aaron Bushnell**, le soldat américain qui s'est immolé devant l'ambassade israélienne à Washington, en solidarité avec Gaza et en rejet du génocide commis par l'occupation israélienne avec le soutien américain.

Même en Israël, l'exigence du cessez-le-feu parvient à s'exprimer



Manifestation anti-gouvernement Netanyahu ce soir à Tel-Aviv. Le journal israélien *Haaretz* rapporte que des milliers de manifestants anti-gouvernement dans la rue Kaplan à Tel-Aviv ont percé les barricades de la police et commencé à marcher sur Derech Begin.

Samedi 9 mars, des milliers de manifestants israéliens se sont rassemblés dans plusieurs grandes villes israéliennes pour exiger des élections et demander le retour des otages. La presse israélienne commence à mettre en avant la revendication du cessez-le-feu dans les manifestations, évoque les soldats tués à Gaza, parle de plus en plus d'une impossible victoire.

À l'intérieur de l'Etat d'Israël, tous les sondages s'accordent pour montrer un soutien très majoritaire à l'intervention militaire contre la bande de Gaza et une perte de

confiance à l'égard de Netanyahu et de son gouvernement, qui atteint péniblement 30 % d'opinions favorables. Si l'on constate une radicalisation d'une large partie de la population israélienne depuis le 7 octobre et un soutien majoritaire aux militaires qui agissent à Gaza, la brutalité débridée des colons de Cisjordanie et des partisans de l'extermination des Palestiniens qui sont tous les jours sur tous les plateaux de télévision tend à renforcer le camp de ceux qui n'acceptent pas le massacre.

Le « *bloc anti-occupation* » qui s'était formé dans les manifestations anti-Netanyahu du premier semes-

tre 2023 s'est largement reconstitué. Des groupes de militants juifs se rassemblent et manifestent contre l'occupation, pour le cessez-le-feu, certains dénoncent le génocide et sont systématiquement réprimés par la police. Des familles d'otages se sont organisées et sont devenues le fer de lance des rassemblements pour le cessez-le-feu.

Fait notable, le 10 mars, près de 800 professeurs d'établissements universitaires israéliens, parmi lesquels des experts juridiques, sanitaires et médicaux, ont adressé une lettre au gouvernement pour lui demander de prendre des mesures urgentes pour empêcher la famine à Gaza.

Les signataires mettent en garde contre la catastrophe humanitaire qui se prépare à Gaza et appellent à l'ouverture de points de passage supplémentaires pour l'aide humanitaire et à la suppression de tout obstacle à l'entrée de l'aide nécessaire. Ils soulignent qu'il faut agir avant que la crise ne devienne incontrôlable et que la prévenir est une obligation légale et morale de l'Etat.

Pour de nombreux analystes israéliens, que cela effraie, l'Etat d'Israël est aujourd'hui profondément fracturé, de manière irréversible selon certains. ■

Lors de la cérémonie des Oscars, plusieurs artistes prennent position contre le massacre à Gaza



Jonathan Glazer (à droite) reçoit le prix du meilleur film étranger pour *La zone d'intérêt*, entouré du producteur britannique James Wilson (à gauche) et de Leonard Blavatnik.

Au cours de la 96^e cérémonie des Oscars, le 10, à Los Angeles, plusieurs célébrités parmi lesquelles Billie Eilish, Mark Ruffalo et Ramy Youssef portaient le badge rouge qui symbolise le soutien au peuple palestinien et appelle à un cessez-le-feu. Les acteurs français du film *Anatomie d'une chute* de Justine Triet, Swann Arlaud et Milo Machado-Graner affichaient eux sur leur costume un pin's aux couleurs du drapeau palestinien.

La cérémonie a par ailleurs été retardée par une manifestation pro-Palestine. Les manifestants ont bloqué en partie la circulation sur Sunset Boulevard avec des bus scolaires aux couleurs de la Palestine, empêchant de très nombreux invités aux Oscars d'arriver à l'heure au Dolby Theatre.

Lors des Oscars, le réalisateur britannique Jonathan Glazer a reçu le prix du meilleur film étranger

pour *La Zone d'intérêt*, qui met en scène la vie quotidienne d'un responsable nazi aux côtés de sa femme et de ses enfants à quelques mètres du camp d'Auschwitz pendant la seconde guerre mondiale. En recevant son prix, il a déclaré :

« *Nos choix (ceux du film – Ndlr) sont faits pour nous faire réfléchir et réagir dans le présent, pas pour qu'on se dise "regardez ce qu'ils ont fait", mais pour qu'on se dise maintenant "regardez ce qu'on fait". Notre film montre là où a pu mener la déshumanisation la plus terrible. Aujourd'hui, nous nous tenons devant vous comme des hommes qui réfutons que notre judéité et l'Holocauste soient détournés par une occupation qui a mené à une guerre impliquant tant d'innocents. Qu'il s'agisse des victimes du 7 octobre en Israël ou de celles des attaques incessantes qui se déroulent à Gaza, elles sont toutes des victimes de cette déshumanisation.* » ■



Swann Arlaud et Milo Machado-Graner à la cérémonie des Oscars arborant un pin's du drapeau palestinien.

PALESTINE

TRIBUNE

À propos de la nouvelle polémique concernant le 7 octobre et au-delà

Nous publions les extraits d'un article d'**Awad Abdelfattah**, coordinateur avec l'historien Ilan Pappé de la Campagne pour un seul Etat démocratique (ODSC), qui s'inscrit dans les débats en cours dans le mouvement national palestinien. Première publication sur le site Arab48 le 3 mars

Tout comme Israël a été surpris par l'opération du 7 octobre le mouvement Hamas a également été surpris par l'ampleur de la réponse et sa brutalité sans précédent. Selon ceux qui connaissent bien Israël, ils ne s'attendaient pas à une réponse proportionnelle et équilibrée face à une frappe stratégique sans précédent menée par ceux qui se trouvent dans le plus grand camp de concentration à ciel ouvert du monde. Il n'est pas facile pour un régime constitué des veines de la suprématie juive, d'arrogance coloniale et de haine de ses victimes au sein de la population du pays, d'accepter l'effondrement en un seul instant de sa stratégie de dissuasion agressive, dans laquelle il a tout investi, et y a lié son sort et celui de son hégémonie coloniale globale. Il a investi de l'argent, des armes, de la technologie et diverses formes d'oppression, de sièges et de bombardements à travers ce qu'il appelle « tondre l'herbe », contre un peuple colonisé et assiégé, souffrant sous le joug d'un système de censure extrêmement brutal. C'est pourquoi ce régime voulait à tout prix retrouver son prestige et sa force de dissuasion, afin que cette opération palestinienne, extrêmement planifiée, ne se transforme pas en un modèle d'imitation dans l'environnement qui l'entoure, ni en une source d'inspiration pour l'ensemble du peuple palestinien. Certes, ceux qui ont planifié l'opération du 7 octobre s'attendaient à ce que la réponse israélienne soit dure et destructrice, mais il est certain que ni eux ni personne d'autre ne s'attendaient à ce que la réponse prenne la forme d'une guerre d'anéantissement humain, culturel et matériel, laquelle n'aurait aucune pitié même pour l'enfant, le nourrisson, les malades ou pour ceux qui meurent de faim. (...) En outre, s'ils s'attendaient à ce que l'Occident se tienne aux côtés d'Israël après l'opération du 7 octobre, sur la base de son projet pris historique en faveur du projet colonial sioniste habituel et par sympathie pour les femmes et les enfants victimes de l'attaque du Hamas, ils ne s'attendaient pas à ce que cet Occident apporte un soutien public et flagrant à une guerre d'extermination globale menée par le feu et la famine, et sans le moindre respect pour les règles de la guerre internationale.

Mais aussi, l'opération du Hamas, avec son niveau de planification et la précision de sa mise en œuvre, a étonné Israël, ses alliés et le monde, car elle a porté un coup stratégique à sa réputation internationale et à son

prestige militaire (...). Il s'agit d'un coup dur, selon les experts en stratégie, dont Israël ne se remettra pas facilement, et peut-être pourrait-il être le début de l'effondrement du « mythe ».

À PROPOS DE L'AUTORITÉ DE RAMALLAH

Pendant la guerre, dès le début, l'Autorité palestinienne est restée fidèle à la fonction qui lui était assignée, gouvernée par son conflit acharné avec le mouvement Hamas et captive de son approche sécuritaire avec le colonialiste. (...)

Elle n'a jamais été sincère en brandissant le slogan de résistance pacifique, que les factions palestiniennes avaient approuvé à l'issue d'un des cycles de dialogue interne et le considéraient comme une forme importante de résistance. Cependant, Israël a commis des meurtres et des exécutions de manifestants, comme cela s'est produit lors des marches du retour en 2018 dans la bande de

Gaza, ce qui a conduit à affaiblir l'action populaire et pousser les individus et les groupes de Cisjordanie à une résistance violente. (...)

L'hostilité du gouvernement de Benjamin Netanyahu et de son régime au pouvoir à l'égard de l'Autorité palestinienne, n'est pas la réponse à une position nationale dont il faut être fier, car ce gouvernement nihiliste et génocidaire est hostile à toute forme de présence palestinienne, même si elle est coopérative. (...)

LA POSITION POPULAIRE

Les sondages d'opinion menés par le Centre palestinien indépendant de recherche sur les enquêtes (PSRC) ont montré que plus de 70 % des Palestiniens soutiennent l'opération du Hamas, ce qui suggère que la plupart des Palestiniens soutiennent la résistance, même s'ils ne sont pas affiliés au Hamas. C'est en Cisjordanie que le pourcentage est le plus élevé, et certainement dans les camps de réfugiés et dans la diaspora. Cela reflète le sentiment que les gens ont épuisé tous les moyens pacifiques, les négociations et la résistance populaire, pour obtenir la liberté et se débarrasser d'un régime oppressif. La population, en particulier à Gaza, a payé un lourd tribut à cette guerre génocidaire, et dans une moindre mesure en Cisjordanie, mais cela a renforcé la haine du projet colonial génocidaire et approfondi la conscience de la libération.

L'ATTITUDE DES ÉLITES

Les avis des élites sont divisés ou variables. Une première catégorie estime que les calculs du Hamas étaient erronés et que sa voix n'est



pas assez forte, parce que la guerre est toujours à son paroxysme et parce que le peuple palestinien est soumis au crime de génocide le plus horrible de l'histoire et il existe donc une appréhension, une crainte que le fait d'annoncer plus clairement leur position ne nuise au moral des troupes. (...) Un groupe national est sur la ligne d'adopter la résistance populaire comme stratégie centrale dans toute la Palestine et de développer la résistance civile sur la scène mondiale, à travers le mouvement BDS et les mouvements de solidarité. Quant à sa position sur la solution politique, elle se situe entre l'idée de continuer à adopter la solution d'un Etat indépendant en Cisjordanie et dans la bande de

Gaza avec le droit au retour des réfugiés, sans pour autant abandonner le démantèlement du système d'apartheid, et l'établissement d'un Etat démocratique unique en Palestine, comme objectif ultime de libération et comme stratégie d'action et de résistance populaire essentiellement. (...) Le groupe dont les idées sont proches de l'axe de la résistance, en particulier des intellectuels, commentateurs et analystes qui ne sont pas des dirigeants (...) est peut-être conscient, au fond, de l'incapacité ou de la réti-

cence de l'axe à intervenir pleinement dans la bataille, contrairement à ses attentes. Il se montre cependant satisfait de l'intervention d'une partie des organisations affiliées à l'axe, notamment le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen, qui consentent de grands sacrifices pour arrêter la guerre à Gaza, par rapport au rôle complice des régimes arabes normalisés, et le rôle impuissant des régimes arabes non normalisés, qui sont despotiques

et ont échoué à l'intérieur comme à l'extérieur. (...)

L'alliance israélo-arabe continue de mettre en œuvre le plan d'éradication du mouvement Hamas, militairement et politiquement, avec la complicité des autorités de Ramallah, non pas principalement en ciblant sa structure militaire, mais plutôt par un génocide systématique, ce à quoi aucun mouvement de libération nationale n'a été confronté à l'ère moderne. (...)

SUR QUOI POUVONS-NOUS COMPTER ?

(...) Depuis les premiers jours de la guerre d'extermination, une vague populaire mondiale continue de se développer, enregistrant un élan ininterrompu, et elle a été précédée par la publication de rapports d'organisations internationales de défense des

droits de l'homme, criminalisant Israël en tant que régime d'apartheid. Cette vague a continué à s'intensifier après le début de la guerre d'extermination jusqu'à traduire Israël, pour la première fois de son histoire, devant la Cour de justice internationale, pour lui demander des comptes et le condamner.

Il s'agit de l'une des transformations les plus importantes qu'ait produites Gaza, et que même certains alliés d'Israël, ainsi que des experts israéliens, considèrent comme un dommage stratégique irréparable à court terme, à moyen terme, et peut-être même à long terme. En effet, le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a parlé d'une défaite stratégique pour Israël. Israël a été révélé aux peuples du monde et à de larges cercles de Juifs américains pour ce qu'il a été depuis sa fondation sur les ruines d'un peuple, comme un projet de colonisation et d'apartheid qui, obstinément, systématiquement, a rejeté toute forme de compromis avec les premiers habitants du pays, le peuple palestinien.

Le défi le plus important et le plus sérieux pour le peuple palestinien et son mouvement national reste le développement d'une direction nationale palestinienne unifiée avec un programme politique clair, un discours national humain et moderne, et une stratégie de libération qui mène à la réalisation de la justice, de la liberté et d'une paix durable.

CÔTE D'IVOIRE

L'espoir

Lucien Gauthier

Le 6 mars, il s'est produit en Côte d'Ivoire – l'un des plus importants pays de l'Ouest africain – un événement de grande portée pour le pays mais aussi au-delà.

En effet, une nouvelle centrale, la Confédération syndicale Espoir (CSE) – s'est constituée sur la base de la rupture avec ce qu'on veut imposer aux travailleurs aux peuples.

Dans une situation marquée à l'échelle mondiale, par le fait qu'une grande partie des dirigeants du mouvement syndical accompagne la politique capitaliste, cette nouvelle centrale syndicale et sa direction s'y refusent de manière déterminée.

Cette centrale est née d'un combat au sein du mouvement syndical ivoirien. Pacôme Attaby, à l'époque dirigeant de la coalition des syndicats du secteur public, avait dénoncé la signature par l'ensemble des confédérations, le 9 août 2022, d'une trêve sociale avec le gouvernement.

De très nombreux responsables et militants syndicaux se sont alors regroupés sur la base de cette position de rupture et ont constitué cette nouvelle centrale syndicale. Dans son allocution au congrès, Pacôme Attaby a déclaré – sous les applaudissements nourris : « Nous ne sommes pas d'accord avec la trêve sociale, par laquelle les organisations syndicales renoncent à leur droit de grève pour cinq ans. Nous sommes d'accord, par principe, qu'après une discussion il y ait un



Pacôme Attaby, secrétaire général de la CSE.

accord sanctionné par un protocole. Mais qu'on contraigne les travailleurs à renoncer à leur droit de grève, c'est la première fois que je vois ça. Et le cas de la Côte d'Ivoire est en train de faire école dans la sous-région. Ce n'est pas bon pour les travailleurs. »

Les dirigeants de la nouvelle centrale ont bien conscience que ces questions ne sont pas propres à leur pays, mais s'inscrivent dans la situation mondiale. « Prenant la parole après son investiture en qualité de secrétaire générale de la CSE, Pacôme Attaby a décliné ses priorités pour son premier mandat. Il a souhaité le renforcement des liens entre les organisations syndicales sur le plan international pour mieux défendre les intérêts des travailleurs », comme le rapporte le quotidien *L'Avenir* du 12 mars. A ce congrès, participait d'ailleurs une délégation de la confédération Force ouvrière (France), la CGT-B (Burkina Faso) et l'Unsit (Togo).

« Nous ne sommes pas d'accord avec la trêve sociale. »

La nouvelle confédération a rassemblé, lors de ce congrès, plusieurs centaines de délégués issus de 15 branches du secteur public et de 25 branches du secteur privé. La discussion a mis au centre la question des revendications, dans un pays confronté à la précarisation, à la flexibilité et à l'inflation. La Côte d'Ivoire est ainsi devenue le pays où le coût de la vie est le plus élevé de l'Ouest africain.

Un délégué du secteur de la construction témoigne : « Je gagne le Smig, mais avec 75 000 francs (115 euros), comment subvenir aux besoins de ma famille ? L'électricité a augmenté de 10 % cette année ! Certains travailleurs ne peuvent même pas se payer l'abonnement. »

Un autre ouvrier du secteur du caoutchouc, avec émotion, explique : « Je lance un SOS. Nous avons besoin d'une organisation pour faire avancer les travailleurs sur les salaires, les conditions de travail, une organisation qui tienne face aux intimidations des patrons. Plusieurs membres du bureau de mon syndicat ont été menacés de licenciement. »

La répression antisyndicale augmente. Le ministre de la Fonction publique a suspendu le salaire de trois dirigeants syndicaux de la CSE après la grève de mars 2022. Une série de procédures judiciaires sont en cours tant à l'échelle nationale qu'internationale contre cette répression.



La tribune et la salle du congrès de la CSE, le 6 mars à Abidjan.



Le quotidien *Soir Info*, le 8 mars, indique : « Pacôme Attaby a fixé son mandat autour de six axes : implantation et syndicalisation ; éducation ouvrière ; trouver un siège social ; assurer une autonomie financière ; mettre en place un fonds d'entraide et de secours mutuels et l'ancrage international. » Le choix d'appeler cette confédération syndicale Espoir n'est

pas un vain mot. Cet espoir, c'est celui que les militants, les syndicalistes, les travailleurs vont chercher à atteindre au travers de leurs combats et de leurs luttes indépendantes des gouvernements, des Etats et de l'impérialisme. C'est ce sur quoi Pacôme Attaby a insisté dans sa conclusion : l'indépendance de l'organisation. ■

HAÏTI

Le chaos et les troubles s'aggravent brutalement

Julio Turra

L'état dans lequel se trouve Haïti est le résultat direct de la politique américaine menée dans le pays. Depuis le début du mois de mars, la situation en Haïti, déjà très grave, s'est encore détériorée.

Les gangs surarmés, qui contrôlent 90 % de la capitale Port-au-Prince, ont attaqué les prisons, libérant environ 4 000 prisonniers, et ont occupé l'aéroport pour empêcher le débarquement du Premier ministre Ariel Henry, qui revenait d'un voyage au Kenya, pays africain où il s'était rendu pour négocier le déploiement, sous l'égide des Etats-Unis, de forces de police dans le pays.

Haïti est plongé dans une vague de violence et de banditisme qui n'a cessé de prendre de l'ampleur en particulier depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021. À l'époque, Ariel Henry avait pris le pouvoir sans avoir été élu par qui que ce soit, et seulement du fait du soutien qu'il avait reçu des Etats-Unis pour organiser des élections, ce qu'il n'a pas fait depuis.

Selon les informations en provenance d'Haïti de syndicalistes, comme Dominique Saint-Eloi, coordinateur de la Centrale nationale des travailleurs d'Haïti (Cnoha), et de responsables de mouvements popu-

lares, comme le Moleghaf, qui aide à organiser des comités de vigilance dans les quartiers populaires contre le banditisme, les différents gangs servent les intérêts des hommes d'affaires et des politiciens locaux, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement.

Il faut donc se méfier des déclarations de chefs de gang comme Guy Philippe et Jimmy Cherizier, qui réclament aujourd'hui le départ d'Ariel Henry avec des menaces de guerre civile et se présentent comme des candidats au pouvoir.

Lundi, Ariel Henry qui participait à une réunion convoquée en urgence à Kingston en Jamaïque a accepté de démissionner. Son départ a été annoncé par le président de la Communauté des Caraïbes (Caricom) et un responsable américain.

POUR UNE SOLUTION HAÏTIENNE, SANS INTERVENTION EXTÉRIEURE

Les Etats-Unis continuent de plaider en faveur d'une mission internationale pour soutenir les forces de sécurité du pays, démantelées, mal équipées et ne recevant pas de salaires réguliers et qui en réalité sont en fuite. Ainsi, « l'état d'urgence » décrété jusqu'en avril par le ministre de l'Economie, Patrick Boisvert, n'a personne pour le faire respecter. L'Onu et les Ong parlent d'une crise humanitaire et sanitaire qui touche plus de 11 millions d'Haïtiens. Rien qu'en 2023, plus de 2 000 personnes ont été tuées par

des gangs. Le gouvernement américain cherche un autre partenaire, soit dans les gangs, qui sont approvisionnés en armes via Miami, donc au moins avec le « regard aveugle » des autorités américaines, soit dans l'élite locale, minuscule et corrompue.

L'administration Biden, qui dépense déjà des milliards pour la guerre en Ukraine et le génocide israélien à Gaza, ne veut pas se lancer dans une intervention militaire directe en Haïti et la pousse vers des pays comme le Kenya, les Bahamas, la Jamaïque et Antigua, mais sans succès jusqu'à présent. Le scénario est incertain.

Le Brésil a également une responsabilité à l'égard d'Haïti et de son état actuel de chaos et de bouleversement. Après tout, c'est son gouvernement, sous Lula et Dilma, qui avait pris la direction des troupes de l'Onu (Minustah) qui ont occupé le pays pendant 13 ans (de 2004 à 2017), laissant derrière elles un cortège d'attaques contre la population et la destruction de l'Etat haïtien.

Aujourd'hui encore, l'ambassadeur brésilien fait partie du « Core Group », un groupe de « conseillers » du gouvernement haïtien qui comprend les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne, la France, l'Espagne, ainsi que l'Union européenne, l'Onu et l'Oea, et qui a soutenu Ariel Henry ces derniers temps, suivant les ordres de Washington. ■

MARTINIQUE

Pour la libération immédiate de Hervé Pinto

Mercredi 6 mars, vers 11 h 25, au moment où il sortait des studios de Sem-Radio, Hervé Pinto, président du KJM, a été brutalement arrêté par des agents en civil du GIGN. Relâché, il a de nouveau été arrêté dimanche et incarcéré à la prison de Ducos sous le fallacieux prétexte qu'il n'aurait pas respecté l'interdiction de se trouver sur le hameau de la Pagerie, alors qu'il a pu démontrer, plan des lieux à l'appui, qu'il ne s'y trouvait pas. Cette iniquité a provoqué à Fort-de-France une situation quasi insurrectionnelle. De jeunes Martiniquais ont fait passer au JT de 19 heures ce 10 mars par une journaliste de Martinique la 1^{ère} qui couvrait les événements d'abord un message de soutien aux familles de deux journalistes de cette station qui se sont suicidés, puis

leur détermination comme Martiniquais à se battre jusqu'à la libération d'Hervé Pinto.

Suite à une réunion qui a rassemblé lundi, à la maison des Syndicats, une foule de Martiniquais révoltés, il a été décidé d'effectuer deux jours d'information à la population pour rétablir la vérité face à une campagne de désinformation (mardi 12 et mercredi 13 mars) puis de faire du jeudi 14 mars une journée de mobilisation générale pour la libération immédiate de Hervé Pinto. Le harcèlement constant des autorités coloniales contre lui vise à criminaliser et à briser un homme qui réclame le respect des droits des héritiers de Félix Grat, « conformément aux principes de la constitution française elle-même sur la propriété privée », comme il le rappelle souvent.

Correspondant ■



BRÉSIL

Réunion publique, le 14 mars, à Sao Paulo : la question palestinienne en débat, organisée par Dialogue et Action pétiste, avec la participation d'une militante de DSA. « Pourquoi Juifs et Palestiniens doivent-ils combattre ensemble le sionisme ? » ; « Comment la jeunesse et la gauche aux Etats-Unis se mobilisent-ils contre le génocide ? ».

SUISSE

Votation du 3 mars : double victoire pour les retraités et les travailleurs

Le 3 mars restera dans les annales de la Suisse. Pour la première fois depuis 130 ans, une initiative populaire lancée par les syndicats a été acceptée en votation. Cette initiative (un des instruments de la démocratie directe suisse souvent utilisé pour dévoyer la résistance) demande l'introduction, d'ici au 1^{er} janvier 2026, d'une 13^e rente AVS (Assurance vieillesse et survivants).

Correspondante

Le succès de cette initiative exprime un fort mécontentement existant au sein de la population. Ces dernières années, le pouvoir d'achat des retraités, comme des salariés, a considérablement diminué : hausse des prix des produits alimentaires, des primes d'assurance maladie (primes par tête et non proportionnelles au revenu), des loyers, de l'électricité, etc. sont venus grever les budgets. Dans l'un des pays le plus riche du monde, 14 % des personnes à la retraite vivent sous le seuil de pauvreté, 7 % en sont à la limite et une part importante de la classe ouvrière sont des « travailleurs pauvres ».

A cette baisse du pouvoir d'achat s'est ajouté le ressentiment contre ce gouvernement qui a sauvé le Crédit suisse, la deuxième plus grande banque du pays, à coup de milliards, et qui vient d'annoncer des coupes budgétaires dans tous les domaines, sauf dans l'armée qui, elle, s'est vu octroyer une rallonge de budget avec en prime l'achat de 36 FA-35 améri-

cains pour la somme de 6 035 milliards de francs suisses (6,2 milliards d'euros).

FORTE MOBILISATION DES SYNDICATS

Peu avant la votation sur l'initiative pour la 13^e rente, le président de l'Union syndicale suisse (USS), Pierre-Yves Maillard, a exprimé cette résistance prête à émerger dans un entretien au quotidien *Le Temps* : « J'ai bien peur que si ça ne passe pas cette fois, la colère des gens va être forte, et qu'elle ne va pas s'apaiser, parce que j'ai malheureusement l'impression que rien ne va dans le sens d'une amélioration de la situation. »

La victoire de l'initiative résulte de la forte mobilisation des syndicats, soutenus par le Parti socialiste et les Verts. Une mobilisation qui avait fait défaut lors d'une précédente votation ayant permis - à quelques milliers de voix de différence - l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans.

Pour la 13^e rente AVS, la mobilisation et le sentiment de ras-le-bol se sont traduits par un fort taux de participation (pour nous en Suisse) : 58,3% des citoyens se sont déplacés aux urnes, soit 11,6 % de plus que lors des élections fédérales d'octobre 2023 pour le renouvellement du Parlement (46,7 %). L'initiative devait aussi obtenir une double majorité, de citoyens et des cantons, pour l'emporter. Ce qui n'était pas gagné d'avance, des petits cantons pouvant faire obstacle à la majorité

populaire. Au final, l'initiative a été acceptée par 58,2 % des votants et quinze cantons sur vingt-trois.

ET REJET DE LA HAUSSE DE LA RETRAITE À 66 ANS

Le même jour, une autre victoire a été acquise pour les travailleurs : le rejet par 74,7 % des votants d'une initiative des Jeunes Libéraux-radicaux, soutenue par la plupart des partis bourgeois et par les milieux économiques, demandant le report de l'âge de la retraite pour tous de 65 à 66 ans dans un premier temps, puis à 67, 68 et plus, selon l'évolution de l'espérance de vie. L'analyse des résultats par commune et quartier montre clairement une mobilisation des zones urbaines et populaires contre ces deux attaques. Autrement dit une expression, certes limitée et déformée, de la lutte des classes.

LE COMBAT CONTINUE

Le vote du 3 mars est un signal clair à l'attention du Parlement et du gouvernement, dont la ministre socialiste en charge des Assurances sociales a fait campagne contre la 13^e rente, sous prétexte de collégialité, et cela sans que le PS ne réagisse... La mise en œuvre de ce supplément de rente pourrait encore faire l'objet de gros blocages. Les formes de son financement doivent être décidées par le Parlement dominé par les partis bourgeois.

Le combat pour préserver les retraites va se poursuivre. Le Parlement prépare d'ores et déjà la suppression de la rente de veuve et de la rente pour enfant. Et à l'automne, une réforme visant à augmenter les cotisations et à baisser les rentes sera soumise en votation populaire à la suite d'un référendum lancé par les syndicats.

Le vote du 3 mars, un signal clair à l'égard du Parlement et du gouvernement.

GRANDE-BRETAGNE

« Pas de cessez-le-feu, pas de voix »

Les puissantes manifestations organisées depuis le 7 février en Grande-Bretagne contre le génocide commis à Gaza se sont traduites sur le plan électoral par l'élection récente de George Galloway. Mais de nombreux élus locaux qui ont rompu avec le Parti travailliste de Starmer s'étaient déjà constitués en une coordination nationale permanente avec le slogan « Pas de cessez-le-feu, Pas de voix » afin de peser sur les élections générales prochaines.

JP Martin

Ces conseillers municipaux, plus d'une centaine, siègent maintenant dans leur conseil comme « socialistes indépendants ». Une première conférence s'est tenue à Londres le 2 mars. Plus de 150 élus locaux ont participé durant 7 heures à cette conférence. Les participants, mobilisés avant tout contre le génocide commis à Gaza, se sont aussi engagés à défendre les services publics soumis aux coupes budgétaires répétées et à empêcher l'application de la loi sur le niveau de service minimum en cas de grève. Une seconde conférence se tiendra le 13 avril à l'initiative des conseillers municipaux de Blackburn, Burnley et Pendle (1).

Ces élus locaux se disent tous prêts à soutenir dans les élections générales prochaines les candidats qui appellent

à un cessez-le-feu et à lutter contre ceux qui s'y opposent.

La conseillère Hosnieh Djafari-Marbini, médecin et membre des « *conseillers socialistes indépendants* » de la ville d'Oxford, a déclaré que la lutte pour la justice à Gaza faisait partie de la lutte pour la justice en Grande-Bretagne : « *On nous décrit comme une foule irresponsable, tout comme on le disait des mineurs en grève il y a 40 ans. Il est temps de passer de la rage à l'action !* » Andrew Feinstein, ancien militant de l'ANC (2), se présentera contre Starmer dans la circonscription d'Holborn-St-Pancras à Londres. Il a déclaré : « *Quiconque pense qu'il est plus important que ses électeurs ne sert à rien* ». Le réalisateur Ken Loach a envoyé un message de soutien dans lequel il écrit : « *Le Labour ne représente plus les intérêts des gens ordinaires. Starmer a exprimé vers qui va sa loyauté : les grandes entreprises et les multinationales. La recherche du profit capitaliste est sa priorité absolue* ». ■

(1) Ces trois villes du Lancashire, au nord de Manchester et de Liverpool, sont parmi les 20 villes les plus défavorisées de Grande-Bretagne. Elles font partie du Red Wall et sont à ce double titre emblématiques du ressentiment existant contre le Labour de Starmer.

(2) Andrew Feinstein, d'origine sud-africaine, a été membre de l'ANC et élu au Parlement sud-africain pendant huit ans, avant de démissionner fin 2001 pour protester contre la corruption.



La tribune de la conférence du 2 mars à Londres, sur la banneroie : « Pas de cessez-le-feu, pas de voix » ; « Nous nous souviendrons de votre choix » ; « Nous surveillons votre décision ».

ALLEMAGNE

La vague de grèves se poursuit sans interruption

Lu dans *Sopode* n°530

De nombreuses grèves ont eu lieu en une semaine, du 1^{er} au 7 février pour l'augmentation des salaires, des congés supplémentaires, la réduction du temps de travail, etc. La situation ne s'est pas calmée.

● **Le 20 février**, le personnel au sol de Lufthansa est à nouveau en grève avec le syndicat Ver.di. Environ 90% des 1 000 décollages prévus ont été annulés. Plus de 100 000 passagers ont été touchés par la grève d'avertissement qui a duré toute la journée dans les aéroports de Berlin-Brandebourg, Francfort-sur-le-Main, Munich, Hambourg, Düsseldorf, Cologne-Bonn et Stuttgart. Le 19 février, les techniciens et les experts en informatique avaient déjà cessé le travail. Le 20 février, le personnel des guichets, des portes d'embarquement et des avions a suivi. Ver.di demande une augmentation de 12,5 % ainsi qu'une prime

de compensation de l'inflation pour une durée d'un an.

● **Les 22 et 23 février**, le centre logistique de DHL à l'aéroport de Leipzig est en grève. Ver.di demande cinq jours de congé supplémentaires.

● **Du 26 février au 1^{er} mars**, dans les transports publics de proximité (ÖPNV), des « grèves par vagues » avec Ver.di ont lieu dans tout le pays cette semaine. A Berlin, la BVG (*Berliner Verkehrsbetriebe*) sera en grève les 29 février et 1^{er} mars. Les bus, trams et métros resteront dans les dépôts.

● **Les 26 et 27 février**, la vague de grèves d'avertissement annoncée par Ver.di dans le secteur des transports publics a débuté par des débrayages dans le secteur des bus en Sarre et dans la région de Trèves. Le syndicat

exige notamment des temps de travail plus courts sans pertes financières, des temps de repos plus longs entre les différentes équipes et davantage de jours de congé. Dans le Schleswig-Holstein, une grève d'avertissement de cinq jours a débuté le 26 février dans les entreprises de bus privées.

● **Le 4 mars**, dans le cadre de la négociation collective en Hesse, on estime à 600 le nombre de salariés dans les rues de Darmstadt, lors de la plus grande grève d'avertissement que l'université technique de Darmstadt n'ait jamais connue.

● **Le 6 mars**, Ver.di appelle à des grèves d'avertissement à la Postbank.

● **Le 7 mars**, les agents de sécurité aérienne de Francfort-sur-le-Main et de Hambourg sont à nouveau appelés

à la grève par Ver.di. Il s'agit de la cinquième vague de grèves d'avertissement dans le cadre du conflit sur les salaires.

● **Les 7 et 8 mars**, les cheminots de la Deutsche Bahn (DB), organisés au sein du GDL (1), se mettent à nouveau en grève. La lutte pour les salaires avec la DB porte essentiellement sur la réduction du temps de travail pour les employés. Ver.di a appelé à nouveau le personnel au sol de l'aéroport Lufthansa (environ 25 000 salariés) à une grève d'avertissement, presque en même temps que la grève à la DB. Cette fois, la grève a duré plus de deux jours. Le 6 mars, 96 % des agents de bord de la Lufthansa votent en faveur de la grève.

Le 7 mars, on apprend que Lufthansa a réalisé un bénéfice d'exploitation de près de 2,7 milliards d'euros, le

troisième plus important de l'histoire de la compagnie aérienne.

● **Le 11 mars**, les médecins de 23 hôpitaux universitaires de neuf Bundesländer (provinces – NDT) ont été appelés par le Marburger Bund (2) à une grève d'avertissement d'une journée. Plusieurs milliers de médecins ont participé à des rassemblements à Munich, Stuttgart et Düsseldorf. Des manifestations ont également eu lieu à Kiel et Göttingen ainsi que dans les environs immédiats des cliniques universitaires de Rostock, Greifswald, Magdebourg et Iéna.

Cette liste n'est pas exhaustive. La suite suivra – certainement ! ■

(1) Le syndicat des conducteurs.

(2) Unique organisation syndicale des médecins en Allemagne.

Est paru

Construire!
 LA REVUE DES ARCHITECTES, URBANISTES ET ACTEURS DE LA VILLE ET DU LOGEMENT

« A travers notre revue, nous donnons la parole à tous ceux et celles qui se battent pour leurs droits. »

Attal à Matignon libéralise toujours plus. Kasbarian au logement criminalise et expulse. L'ANRU démolit...

la mobilisation contre les démolitions du 7 février



Editorial du numéro de mars de la revue *Construire!*, tribune libre des architectes, urbanistes et acteurs de la ville et du logement.

Logement : « Cet acharnement à détruire »

Ce numéro fait une large place au combat des collectifs mobilisés contre les démolitions imposées par l'Anru, qui ont organisé avec succès une première montée à Paris le 7 février. Cette journée pose un premier jalon, d'autres suivront. La manifestation, appelée le 1^{er} avril par la Plateforme Logement pour Toutes « pour l'arrêt des expulsions et des démolitions HLM, la baisse des loyers et des charges, la réquisition des logements vides et la réalisation massive de logements sociaux », sera l'un d'eux.

En nommant Kasbarian ministre du Logement, alors que le pays est confronté à une crise que tous les professionnels de l'immobilier qualifient de sans précédent et que la Fondation Abbé-Pierre décrit en détail dans un rapport accablant, Macron envoie un message clair : pour lui et son gouvernement, le logement n'est et ne sera jamais un droit. C'est un produit marchand qui n'a d'intérêt que s'il permet à ceux qui s'enrichissent en spéculant sur les marchés de dégager des profits. Toutes les entraves au libre fonctionnement de ce marché doivent disparaître.

FAIRE SAUTER TOUTES LES ENTRAVES, C'EST-À-DIRE LES DROITS

Ces entraves, ce sont les droits des locataires, foulés aux pieds par l'immonde loi Kasbarian-Bergé. Ce sont les réglementations sur les normes d'habitabilité, dégradées par le décret signé par Vergriete, le précédent ministre, qui réduit la hauteur minimale sous plafond à 1,80 mètre. Ce sont les HLM dont les loyers réglementés sont accusés de porter atteinte au libre jeu de la concurrence. Ce sont les architectes qui rechignent à se soumettre aux cahiers des charges indigents de la promotion privée et qui s'indignent d'être contraints par l'Anru de ne pouvoir travailler sur les opérations de renouvellement urbain que s'ils acceptent de privilégier la démolition des immeubles existants, plutôt que leur réhabilitation.

Cet acharnement à détruire ne concerne pas que le logement. Le ministre Le Maire annonce une coupe de dix milliards d'euros dans les budgets sociaux. Ecole, santé, culture, environnement, assurance chômage, rien n'est épargné. Le Maire précise que ce n'est qu'une première étape et que l'enjeu réel est la remise en cause de la liberté des droits, tous les acquis sociaux conquis à la libération.

Car pour Macron, Attal et leur gouvernement, tout le pays doit être réorganisé sur un nouvel axe pour se préparer à une échéance majeure : la guerre. Après avoir fait voter en 2023 une loi de programmation militaire de 413 milliards d'euros, Macron déclare aujourd'hui que le pays doit se réorganiser sur un mode « d'économie de guerre », réorienter son industrie pour produire massivement des armes, des bombes, des obus. Et il annonce haut et fort envisager d'envoyer des troupes au combat. Cette politique ne peut mener qu'au désastre, que subissent déjà les populations victimes de la guerre en Ukraine et tout un peuple massacré à Gaza. Nous refusons de nous inscrire dans cette logique barbare. A travers notre revue, nous donnons la parole à tous ceux et celles qui se battent pour leurs droits.

Urbain Krisis ■

Pour soutenir et recevoir la revue, écrire à construire.archi@gmail.com

Cela s'est passé en mars

5 mars 1984 > 5 mars 1985

La grève des mineurs anglais

Jean-Marc Schiappa

Dans les années 1970, la Grande-Bretagne est entrée dans une crise majeure. Le plus vieil impérialisme dépassé par la concurrence est, par exemple, obligé de recourir à plusieurs emprunts massifs auprès du FMI (Fonds monétaire international). Une série de grèves particulièrement importantes a lieu dans l'hiver 1979 au point que celui-ci a été nommé « l'hiver du mécontentement ».

C'est dans ce contexte qu'une politicienne réactionnaire arrive au pouvoir, presque par accident. Margaret Thatcher se caractérise par un cynisme sans nom mais ce sont ses supposés adversaires qui vont lui donner toute sa médiocre gloire. Ainsi, il n'est pas secondaire de noter que le surnom « la Dame de Fer » ne vient pas des cercles admiratifs de la bourgeoisie anglaise mais du journal du Parti communiste de Grande-Bretagne.

Son programme vulgairement libéral est de s'attaquer à toutes les conquêtes de la classe ouvrière, au nom de la modernisation de l'économie et de se s'en prendre aux pouvoirs jugés exorbitants des syndicats (la macronie n'a rien inventé).

LES DIRECTIONS ORGANISENT L'ISOLEMENT DES MINEURS

Une de ses cibles est l'industrie minière de l'extraction du charbon, considérée comme archaïque, fonctionnant comme au XIX^e siècle, dont les salariés ont arraché un certain nombre de droits par la lutte des classes. Le gouvernement décide de fermer des puits de mines estimés déficitaires, alors que la direction du syndicat NUM (*National Union of Mineworkers*) pourtant vainqueur dans les grèves précédentes, était hésitante sur la riposte à donner.

Le gouvernement avait soigneusement choisi sa cible avec la fermeture de la mine de Cortonwood le 1^{er} mars 1984 (South Yorkshire), et méticuleusement préparé le combat. Par exemple, un comité spécial du Conseil des ministres se réunissait deux fois par semaine. La grève a commencé le 5 mars 1984 et s'est terminée le même jour un an plus tard.

En face, la direction du syndicat avec à sa tête le responsable du Parti communiste, Arthur Scargill, est tout aussi méticuleuse mais dans la division et l'isolement. Le 16 mars, le NUM envoie une lettre secrète au TUC (*Trade Union Congress*, confédération unique) dans laquelle il déclare ne pas demander « l'intervention ou l'aide du TUC ». Le simple fait que la correspondance sur un tel sujet soit secrète en dit long.

Trop heureux, le Parti travailliste et le TUC refusent de mobiliser la classe ouvrière pour soutenir les mineurs. On l'a dit, la grève va durer un an, ce qui montre la volonté acharnée des mineurs, s'affrontant régulièrement avec la police et les diverses forces de répression. La violence est mise en scène de la part de l'Etat, avec utilisation de troupes à cheval, de blindés, de juridictions spéciales. On estime à 13 000 mineurs arrêtés sur



Rassemblement à Londres en soutien aux mineurs en grève, le 27 juin 1984.

une corporation de 180 000 salariés, plusieurs centaines d'emprisonnés, des morts. Mais la direction du syndicat des mineurs cherche aussi des affrontements violents qui laissent les mineurs, seuls, aux prises avec l'appareil d'Etat.

LE GÉNÉRAL POLONAIS JARUZELSKI AU SECOURS DE THATCHER

La classe ouvrière britannique cherchait passionnément la jonction avec les mineurs en lutte. 60 millions de livres sterling de soutien ont été collectés, ce

qui est une force considérable. On connaît les concerts de soutien, l'action héroïque des femmes de mineurs qui n'a d'égale que la volonté d'isolement tant de la direction stalinienne du syndicat que de la direction « réformiste » du mouvement ouvrier britannique. Chacun y trouvait son compte pour accuser l'autre.

On a fait grand cas de la condamnation par le stalinien Scargill de la politique du gouvernement polonais de l'époque, dirigé par le sinistre Jaruzelski, qui avait livré du charbon au gouvernement anglais. Certes, le stalinisme international avait joué son classique rôle contre-révolutionnaire. Mais la condamnation de cette attitude par Scargill n'était pas une rupture avec le stalinisme, tout au contraire, c'était la manœuvre désespérée et cynique d'un bureaucrate aventurier aux abois, confronté à la haine de la monarchie anglaise et de sa presse. Les groupes sectaires tous plus révolutionnaires en paroles les uns que les autres ont soigneusement contribué à l'isolement des mineurs (*Militant, Workers Revolutionary Party* et d'autres de moindre importance). Ce qui les intéres-



Thatcher fait envoyer la cavalerie contre les piquets de grève, comme à Orgreave, le 31 mai 1984.

sait n'était pas la victoire de la classe ouvrière mais de tresser des lauriers à leur propre gloire.

Au bout d'un an d'isolement, les mineurs doivent rentrer, défaits.

Mais leur échec ne signifiait pas la fin du combat. C'est la politique du *Labour* (devenu *New Labour* avec Tony Blair) qui scella la fin de cette période en acceptant le cadre de pensée de Margaret Thatcher. « Il n'y a pas d'alternative », déclarait Margaret Thatcher.

L'Internationale socialiste, de Tony Blair et de Jospin, ne déclarait pas autre chose en parlant du « capitalisme, seul horizon indépassable ».

Mais quarante ans après la grève des mineurs, la politique de Thatcher, celle de Scargill et celle de Tony Blair appartiennent à un passé révolu.

Actuellement, il y en existe une : la rupture avec l'ordre établi.

En Grande-Bretagne comme en France.

CERCLE D'ÉTUDES
Pierre Lambert
FONDATEUR DU JOURNAL INFORMATIONS OUVRIÈRES

Conférence publique

Mercredi 20 mars 2024
à 18h30 – Paris (Xe)

En défense du marxisme

Présentation du livre de Trotsky par Nicolas Boichard

Nous subissons en ce moment même de multiples attaques : 10 milliards de coupes dans les services publics, hausse des prix et blocage des salaires, remise en cause du droit de grève... La situation est marquée par le massacre de Gaza. L'envoi de troupes françaises en Ukraine est envisagé. Dans cette situation, quel est l'intérêt de se pencher sur une série de textes écrits par Trotsky entre 1937 et 1939 ? À quoi sert le marxisme ?

Et à quoi sert-il de le défendre aujourd'hui ? On se demandera donc ce qu'est le marxisme : une idéologie ? une théorie ? un courant de pensée ? de belles idées irréalistes ? Pour nous marxistes, c'est une méthode pour l'action, pour renverser le système capitaliste. Cette méthode, qui a aidé à la plus grande révolution du XX^e siècle, 1917 – dont tous les protagonistes se réclamaient du marxisme –, peut-elle aider encore aujourd'hui ces

millions qui dans le monde n'acceptent pas l'ordre établi, refusent de subir et agissent au quotidien ? Ceci oblige à deux questionnements : – Staline et ses horreurs, ses massacres de masse et son écrasement de la démocratie, sont-ils, comme on nous le dit, y compris dans les manuels scolaires, la suite logique et inévitable de la révolution de 1917, de Lénine, Trotsky et tous les bolcheviques, tous marxistes, donc du marxisme ?

– La bataille pour la Révolution socialiste a-t-elle encore un sens aujourd'hui ? Peut-elle aider au quotidien ? Prenons un exemple éminemment d'actualité : la guerre en Ukraine. À l'heure où certains revendiquent les livraisons d'armes, est-ce juste de mettre en avant le mot d'ordre de cessez-le-feu immé-

diat ? Est-ce juste de dire « ni Poutine ni Otan » ? Est-ce que l'alternative, comme le pensait Trotsky, est toujours « socialisme ou barbarie » ? Au travers de ses différents articles, la question centrale que pose aujourd'hui ce livre est : faut-il toujours un authentique Parti communiste ?

Retrouver les rediffusions des précédentes conférences sur la chaîne Youtube : youtube.com/@CercleEtudesPierreLambert



La Libre Pensée dans le monde arabo-musulman

La Libre Pensée vient de faire paraître ce livre qui va sans aucun doute surprendre par le sujet abordé

C'est un livre collectif qui rassemble près de trente participations différentes. On y trouve des articles assez courts consacrés aux grands penseurs, médecins, savants, poètes du IX^e au XII^e siècle, Averroès et Avicenne, mais aussi Avennasar, Omar Al-Khayyam, Ibn Arabi ou Rhasès. Ils étudient Platon et Aristote, la science de l'Antiquité, et c'est à eux que l'on doit la transmission de ce savoir, au moment où l'Eglise se faisait un devoir de le détruire.

On découvre aussi que l'islam présente bien des courants différents et des individualités remarquables : pour certains, la notion de libre arbitre est primordiale ; d'autres se déclarent déistes ou libres penseurs ou même athées. Abou-Ala al-Maari écrit : « *Les habitants de la terre se divisent en deux : ceux qui ont un cerveau mais pas de religion, et ceux qui ont une religion, mais pas de cerveau...* ».

Le *Traité des trois imposteurs* (Moïse, Jésus-Christ, Mahomet), bien connu au XVIII^e, pourrait même trouver en partie son origine chez les Qarmates (un courant dissident). Des contributions traitent de l'évolution de l'islam, avec l'influence des Lumières, notamment au XIX^e siècle et des mouvements sociaux au XX^e siècle.

Une vue d'ensemble est donnée sur la religion arabe en Asie du sud et du sud-est ; c'est l'occasion pour l'auteur, Babu Gogineni, de dénoncer des charlatans (occidentaux) qui ont tenté de faire du Coran une source de connaissances scientifiques.

On ne sera pas étonné de voir la Libre Pensée s'intéresser tout particulièrement à la liberté de conscience, à la laïcité.

Plusieurs articles sont consacrés à la politique menée par la France dans ses colonies après le vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, le 9 décembre 1905. Une question se pose : pourquoi cette loi n'a-t-elle pas été appliquée dans

l'empire colonial ? Plusieurs raisons ressortent : on craignait ici que la loi de séparation profite aux missionnaires protestants ; on redoutait là la constitution par les « indigènes » d'associations légales qui auraient pu mettre en cause l'accaparement des terres par les missions.

Jomo Kenyatta, militant indépendantiste kényan, témoigne : « *Lorsque les Blancs sont venus en Afrique, nous avions les terres et ils avaient la Bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés : lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient la terre et nous la Bible.* »

En Algérie, les Musulmans sont soumis au Code de l'indigénat (ils ne sont donc pas considérés comme des citoyens) et la loi de séparation ne sera pas appliquée « pour des raisons de sécurité », bien que les indépendantistes et les nationalistes le revendiquent.

Autre question abordée : la laïcité en Turquie. Inspiré par la Révolution française, Atatürk est responsable d'importants changements : constitution de la nouvelle Turquie, proclamation de la République, abolition du califat. Si l'islam est supprimé comme religion officielle dans la Constitution, si la laïcité y est inscrite, ce n'est cependant pas la copie de la loi de 1905.

En effet, une direction des affaires religieuses, puissante, organise le contrôle direct de la religion par l'Etat. Toutefois, il y a une laïcisation de l'Education et de la justice, et en même temps une sécularisation autoritaire de la société. La différence entre ces deux termes : « *la laïcisation concerne avant tout la place et le rôle social de la religion dans le champ institutionnel* » tandis que la « *sécularisa-*

tion voit la religion transformée en un sous-système culturel livré au choix privé et existentiel » (Jean Baubérot).

Pour rappeler l'action menée par la Libre Pensée en liaison avec la réflexion sur la laïcité, le livre se termine par la présentation de trois colloques.

Le colloque « *Religion, laïcité et Etat de droit* » a eu lieu à Beyrouth en avril 2012 à l'initiative de l'Association libanaise de philosophie du droit et de l'Association internationale de la Libre Pensée, avec un riche débat entre des membres des différentes communautés du Liban, des religieux, des libres penseurs, des laïques dans le but d'établir un Etat civil, prélude à un Etat laïque. Les actes de ce colloque ont été édités en français et en arabe.

Le colloque organisé à Chypre en avril 2017 avait pour intitulé : « *Laïcité, Musulmans et Chrétiens en Méditerranée, une mise en perspective* » avec des communications sur sept pays : Chypre, Liban, Tunisie, Grèce, Turquie, Algérie, France.

Le colloque réuni en septembre 2018 à Tunis portait sur « *La loi et/ou le sacré* » et a constitué un nouvel élan dans le combat pour la

liberté absolue de conscience.

Voilà quelques aspects de ce livre important dont la lecture peut éclairer et enrichir notre combat.

Nicole Aurigny ■

Pour commander, s'adresser à la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, 12 euros (+ 6 euros de port).

Est paru



Le n° 152 de la revue Résistances communistes vient de paraître

AU SOMMAIRE

- Macron, le président des guerres !
- Palestine, mieux vaut tard que jamais.
- Le système capitaliste que soutient Macron, c'est guerre et misère.
- Les dépenses militaires mondiales atteignent un niveau record.
- Patients décédés aux urgences : « *Ça fait des années qu'on dit que ça craque* », dénoncent les soignants.
- La nécessité de la rupture.
- Colère du monde agricole : ne pas se tromper de cible.
- Les agriculteurs marchent sur la tête, et nous essayons de rester debout en pataugeant dans leur lisier.
- Le patronat fait enfler la bulle financière.
- Macron met en scène ses mensonges.
- Est-ce la fin du macronisme ?
- Marions-nous ! Le livret de famille trilingue fait son apparition.

Abonnement

(six numéros par an, envoi par mail uniquement) : 18,30 euros (soutien : 30,50 euros).

Chèque à l'ordre de : Résistances communistes, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Pour tout contact : resistances.communistes@gmail.com

INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes,
hebdomadaire du POI. Dans le cadre
de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,
fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité
de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement
combattre pour l'émancipation des travailleurs.
Cela sous leur propre responsabilité.
L'hebdomadaire est édité par l'association
(loi 1901) Informations ouvrières.
Nicole Bernard, directrice de la publication.

• **Rédacteur en chef** : Yan Legoff.
• **Siège** : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
• **Imprimerie** : Imprimerie spéciale.
• **Tirage** : 10 000 exemplaires.
• **Commission paritaire** : 0924 C 85410.
• **ISSN** : 0813 9500.

• **Rédaction** : *Informations ouvrières*,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479,
Paris CEDEX 10.
Tél. : 01 48 01 88 20.
E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration,**
abonnements, commandes :
Tél. : 01 48 01 88 22 ;
01 48 01 88 41.
E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com
• **Dépôt légal** : à publication.

L'HUMEUR
de Michel Sérac

Comme en 14 ?
Comme en 40 ?

Une nouvelle fois, les Etats
surarmés conditionnent
les peuples d'Europe pour la
guerre. Un sénateur LR énonce
froidement les buts des Etats
de l'Otan : « *La guerre
contre la Russie est une guerre
par procuration, menée
par l'Ukraine avec nos crédits
et nos armes, mais seulement
avec ses soldats* ». L'avenir
qu'ils préparent ? « *Une veillée
d'armes sous forte militarisation
de part et d'autre pour plusieurs
décennies* » (1).
On sait comment finirent
les « fortes militarisations
de part et d'autre », en 1914,
en 1940. En 1914, les politiciens
bourgeois et « socialistes »
formèrent l'union nationale
pour envoyer les travailleurs
s'entretuer, au nom des
« patries ». Les Etats vainqueurs
ajoutèrent les colonies
des vaincus à celles
qu'ils possédaient, écrasèrent
les *patries de ces peuples*
dans un sanglant esclavage :
Afrique, Asie, Moyen-Orient...
En 1940, tandis que 1,5 million
de soldats français allaient
croupir cinq ans dans les
stalags, les généraux de leur
« patrie » tournaient leur veste,
ravitaillaient Göring et Rommel,
tuaient les Alliés au compte
du Reich (2).
Aujourd'hui, le despote
minoritaire Macron enchaîne
le peuple français aux chars
sanglants des génocidaires
Netanyahou et Biden.
Ses coups de menton de
matamore ont un usage interne
– parader en chef de guerre
pour limiter son prochain
camouflet électoral, exiger
la « trêve sociale »
au nom de la guerre.
Lutter pour le cessez-le-feu
immédiat, c'est assurer la survie
du genre humain, et hâter
la défaite des affameurs,
des exploiters, des massacreurs,
en un mot du Capital.

(1) Le sénateur Philippe Bas dans *L'Opinion*
du 8 mars 2024.
(2) Les protocoles de Paris, nommés Delta
et Gamma, organisent la participation de
l'état-major français à l'effort de guerre
allemand. L'amiral Darlan rencontre Hitler,
le général Juin rencontre Göring, pour les
aider à acheminer les troupes de Rommel
contre les Alliés. Hitler et Mussolini
s'accordent pour que leurs collaborateurs
français conservent l'Algérie, afin de
combattre les Anglo-Américains, ce qu'ils
font lors du débarquement allié de
novembre 1942 : les généraux vichystes
firent tuer 479 soldats alliés. Voir *Les Cahiers*
du Cermtri n° 176.

Faites-le savoir !
Augmentation de salaire

Après d'intenses négociations et
de mobilisations des travailleurs
avec leurs syndicats, à Stellantis
France, ceux-ci ont obtenu une
augmentation de 4 %. Celle-ci couvre à
peine l'inflation.
Le groupe automobile Stellantis a
publié le 22 février un nouveau bénéfice
record de 18,6 milliards d'euros pour
2023, soit une hausse de 11 % sur un
an. Les actionnaires du groupe rece-

ront autour de 7,7 milliards d'euros
pour l'exercice 2023. Dans la même
période, l'effectif du groupe a fondu de
12 % pour atteindre 242 000 salariés
dans le monde, soit 30 000 salariés de
moins en un an. Il y a bien évidemment
un rapport entre les bénéfices et les
suppressions de postes.
Tout cela, grâce au PDG du groupe, Car-
los Tavarès. Sa rémunération pour l'an-
née 2023 devrait atteindre 36,5 millions

d'euros soit une augmentation de 56 %
sur un an. M. Tavarès ne va quand
même pas s'accorder une augmentation
de 4 % comme un simple ouvrier.
Cela ne se limite pas à Stellantis. En
2023, les entreprises du Cac 40 ont réa-
lisé 144 milliards d'euros de bénéfices.
Le Cac 40, c'est 40 entreprises. Cela fait
trois années de suite que les bénéfices
dépassent les 100 milliards.

Lucien Gauthier ■



Emmanuel Macron et Carlos Tavares, le 17 octobre 2022.

AFP

Je m'abonne à INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sur
www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules
au choix :
100 % numérique
ou
numérique + journal papier





ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

☐ Par prélèvement mensuel : 7 euros
☐ 11 euros pour les plis clos
☐ Par prélèvement mensuel avec soutien : euros
(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signer l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)
☐ 12 n°s : 20 euros ☐ 6 mois (25 n°s) : 35 euros
☐ 1 an (51 n°s) : 70 euros ☐ 1 an, pli clos : 125 euros
☐ 10 n°s : 10 euros pour tout premier abonnement

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité :
Département :

NOM, Prénom
N° : Rue, bd, av., etc. :
Nom de la voie :
Code postal :
Ville :

Bulletin à renvoyer à :
Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479
Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :
Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZZ442543
Cadre réservé à l'administration du journal